

les études  
du CNCD-11.11.11  
**POINT  
SUD**  
**21#**  
septembre 2021

# LA JUSTICE AU SECOURS DE LA PLANÈTE ?

Le levier judiciaire au service de la justice climatique  
par Rebecca Thissen



CNCD

**11.11.11**

# AVANT-PROPOS

## «De la justice climatique à la judiciarisation des luttes contre le réchauffement»

On entend souvent parler de «justice climatique» lorsqu'on traite de l'essor du contentieux climatique et des nombreuses «affaires climat» de par le monde. Si cette appellation a du sens car on a effectivement recours à l'appareil judiciaire pour tenter d'accélérer la lutte contre la crise climatique, elle doit néanmoins se distinguer du concept de justice climatique, qui lui est antérieur. Les deux peuvent cependant être intimement liés. Mobilisée depuis les années 90, la notion de **justice climatique** repose sur le constat d'un déséquilibre profond: d'un côté, les populations et individus les moins responsables du réchauffement planétaire sont pourtant frappés de plein fouet par ses conséquences et d'un autre côté, les principaux responsables – entreprises très émettrices de gaz à effet de serre ou États – ne prennent pas suffisamment leurs responsabilités ou agissent même parfois à contresens de la transition.

Cette injustice intrinsèque à la crise climatique s'invite désormais aussi avec force devant les cours et tribunaux. On constate en ce sens une volonté prédominante de vouloir «humaniser» le débat. Cette démarche provient notamment du fait que les victimes des changements climatiques, actuelles ou futures, au Nord comme au Sud, sont fréquemment invisibilisées et que les principaux responsables se dédouanent encore bien trop souvent de leurs obligations et de leurs responsabilités historiques. Ainsi, en invitant le concept de justice climatique dans l'arène judiciaire, les objectifs climatiques ne se contentent plus d'être de simples pourcentages de réduction de gaz à effet de serre mais

deviennent des obligations, basées sur un devoir de prudence et de vigilance vis-à-vis des citoyennes et citoyens. Le concept du «budget carbone» restant ne s'entend plus comme une répartition entre États, mais aussi comme une charge due envers les générations futures qui pourraient ne pas connaître un monde viable si le pic mondial des émissions n'est pas rapidement atteint. Le dérèglement climatique n'est plus considéré uniquement comme une menace lointaine et future mais bien comme un enjeu local et actuel, qui fait déjà de nombreuses victimes, à commencer par les plus vulnérables. La dimension globale et interconnectée de la crise climatique prend tout son sens, rappelant avec force que nous sommes toutes et tous dans le même bateau, mais pas logés à la même enseigne. Il faut donc des mesures fortes et solidaires pour éviter le naufrage.

Si le contentieux climatique permet de renforcer la protection des citoyennes et citoyens face aux conséquences des changements climatiques, c'est également dans la consécration de la justice climatique qu'il prend tout son sens. Le juge vient donner corps aux notions de responsabilité et de faute, aux questions de réparation et de dommage, et ce, sous le prisme d'une urgence inédite : le dérèglement climatique de notre planète. Cette jurisprudence en pleine évolution annonce une révolution: celle d'un monde où les responsables, politiques ou privés, devront désormais craindre de potentielles condamnations suite à leur manque d'ambition climatique ou à leurs pratiques néfastes pour l'environnement.

### REMERCIEMENTS

L'auteure souhaite remercier chaleureusement toutes les personnes qui ont contribué à la rédaction de cette étude : Véronique Rigot, Nicolas Van Nuffel, Delphine Misonne, Camille De Bueger, Harriet Mackaill-Hill, Annalisa Savaresi et Vincent Lefebvre.



# SOMMAIRE

03 RÉSUMÉ EXÉCUTIF

05 INTRODUCTION

06 PARTIE 1

UN MOUVEMENT EN PLEINE EXPANSION

06 A/ L'émergence du contentieux climatique

08 B/ Une typologie du contentieux climatique

18 PARTIE 2 UN LEVIER À ENCOURAGER ?

18 A/ Les forces et les faiblesses  
du contentieux climatique

29 B/ Pistes transversales de réflexion

31 CONCLUSION

## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

L'essor de la judiciarisation des questions climatique et environnementale témoigne d'une mobilisation de plus en plus pressante face à la léthargie politique et au refus des entreprises très émettrices en gaz à effet de serre de prendre leurs responsabilités quant à l'urgence des crises écologique et climatique. Il témoigne également d'un nouveau rapport à la justice, qui fait du procès une nouvelle voie pour se faire entendre et un outil d'accélération et de renforcement de l'ambition. Cette étude vise à questionner la pertinence et l'efficacité d'un tel levier dans le cadre plus large des actions existantes pour lutter contre le réchauffement de l'atmosphère et protéger l'environnement.

La première partie de cette étude vise à poser le cadre et les caractéristiques du contentieux climatique. Il est possible de dresser deux grandes catégories d'actions climatiques, les unes tournées contre les États et les gouvernements, les autres dirigées vers les entreprises. En se penchant de plus près sur les différents types de procès intentés contre les États, on peut relever les cas initiés dans une logique de remise en cause des politiques d'atténuation, des carences en matière d'adaptation ou d'autres encore qui attaquent une décision ou un projet, tel que la construction d'une nouvelle mine de charbon. Différentes orientations se dessinent,

comme la multiplication des recours aux cours et comités supranationaux et internationaux, et la mobilisation des droits humains comme argument central dans les requêtes. Pour ce qui est des acteurs privés, principalement les grandes entreprises actives dans les énergies fossiles, on note un développement clair des actions intentées contre ces derniers, qui visent majoritairement leurs pratiques néfastes contre l'environnement ou leur contribution à la crise climatique. Par ailleurs, le contexte juridique apporté par l'Accord de Paris pourrait faire évoluer ce type d'action en justice et permettre aux requérants d'engager la responsabilité civile voire pénale des entreprises fossiles.

La seconde partie questionne la pertinence et l'efficacité. La judiciarisation du combat climatique est-elle un levier à encourager ? En termes d'analyse, la première section (A) revient sur les défis et les opportunités de l'utilisation du levier judiciaire. Bien qu'il existe une série d'éléments communs, les forces et les obstacles ne sont pas symétriques entre les pays Nord et les pays Sud. Dans les pays du Nord, où se concentre actuellement la majorité des procès climat, les difficultés se situent notamment au niveau de la recevabilité de la demande, les demandeurs pouvant se voir encore régulièrement déboutés. Un autre frein majeur



réside dans le caractère non définitif et le manque d'effectivité de nombreuses décisions. En termes d'opportunités, on constate tout le potentiel du contentieux climatique, outil mondial, objectif et partageable, qui permet également de rééquilibrer les forces en présence en renforçant et en objectivant les positions de la société civile et des citoyens face aux États et aux entreprises. Il a également des conséquences claires au niveau juridique et politique. **Dans les pays du Sud**, les obstacles sont différents et liés aux réalités des régions concernées. L'accès à la justice reste un défi de taille et la voie judiciaire n'est pas dans les faits une voie automatiquement privilégiée par ceux et celles qui en ont le plus besoin. En termes d'opportunités, le levier judiciaire peut, entre autres, s'avérer pertinent et complémentaire aux questions concernant les déplacés climatiques, notamment sur le renforcement du principe de non-refoulement, et à la problématique des pertes et préjudices, parent actuellement pauvre des négociations climatiques internationales mais qui est pourtant une priorité absolue pour les pays en développement.

**La seconde section (B)** de cette partie vise à dégager **quatre grands axes transversaux**, basés sur les constats tirés en amont. Premièrement, on peut relever le **caractère mondial et partagé du contentieux climatique**. Des tendances communes se dessinent, renforcées par l'influence des jurisprudences les unes sur les autres et la transmission des arguments juridiques d'un contexte à l'autre, au Nord comme au Sud. Par exemple, les arguments fondés sur les données scientifiques les plus actuelles, notamment via les rapports du GIEC, ou encore la responsabilisation des États au regard de leur devoir de vigilance vis-à-vis des populations sont très marqués. Ensuite, se dégage également le **caractère stratégique** de l'arme judiciaire. On le perçoit tant au niveau juridique que politique. En effet, les procès climat sont utilisés comme des leviers d'action précis, qui peuvent avoir des conséquences directes (par exemple une condam-

nation d'une entreprise à réduire ses émissions de gaz à effet de serre) ou indirectes (par exemple placer l'urgence climatique très haut à l'agenda et augmenter de fait la pression sur les politiques pour adopter une nouvelle loi climat). Un troisième élément saillant est le **caractère incertain et éminemment complexe** de la procédure judiciaire. En effet, la manque de prévisibilité, l'absence dans certains cas d'effectivité des jugements, les risques sécuritaires ou encore le besoin de ressources importantes pour intenter une action en justice peuvent constituer des obstacles majeurs. Enfin, on peut souligner le **caractère complémentaire** du levier de la justice par rapport aux autres modes d'action. Le contentieux climatique est loin d'être une fin en soi et s'inscrit donc dans une stratégie plus globale de renforcement de l'action climatique. Il se complète par exemple avec des stratégies de plaidoyer politique (comme l'a fait l'association *Urgenda* aux Pays-Bas) ou de mobilisation large (l'association *Klimaatzaak*, en Belgique, a par exemple rassemblé plus de 60 000 co-demandeurs).

**La conclusion** de cette étude établit que l'outil judiciaire est pertinent, évolutif et complémentaire aux autres leviers d'action existants. Le contentieux a permis de connaître des avancées notoires en matière de lutte contre le réchauffement. On le constate dans l'évolution rapide et fluide de la jurisprudence, dans les liens de plus en plus forts qui se tissent entre les questions climatiques et les questions de droits humains et dans les conséquences que de tels procès ont sur la sphère politique et citoyenne, de manière directe ou indirecte. Par ailleurs, le levier judiciaire n'est pas auto-suffisant car les obstacles qu'il comporte sont non négligeables, il ne peut se substituer aux voies démocratiques et ce n'est pas non plus une fin en soi. C'est donc un outil à encourager, à développer et à intégrer aux différentes stratégies afin de faire pression sur les responsables politiques et les entreprises très émettrices et renforcer ainsi la lutte pour la justice climatique.

# INTRODUCTION

Les conséquences de la crise climatique sont de plus en plus perceptibles partout dans le monde et menacent les conditions de vie de millions de personnes et de nombreux écosystèmes. Pourtant, les plans et politiques actuellement mis sur la table restent largement insuffisants et ne semblent pas prendre la mesure de l'enjeu. Face à cette inertie globale et aux faiblesses de la gouvernance climatique internationale, les exigences en matière d'action climatique et les attentes envers le monde politique et le secteur privé sont de plus en plus hautes. Partout dans le monde des voix s'élèvent, les modes d'action se multiplient et se diversifient : des mobilisations massives des jeunes aux mouvements de désobéissance civile, de l'organisation d'initiatives au niveau local au plaidoyer politique, au sein mais aussi hors des parlements. Cependant, ces modes d'action ne suffisent pas et la léthargie des gouvernements et des entreprises persiste malgré tout.

Ces sentiments de frustration expliquent le recours grandissant à une autre voie, la voie judiciaire. Ainsi, face à l'urgence de la situation, la société civile s'organise pour former une communauté quasi mondiale qui communique et brandit des arguments similaires devant les juges pour défendre le climat et l'environnement. On assiste à une « relocalisation du global », comme dit le philosophe Bruno Latour<sup>1</sup>. C'est en effet un des paradoxes du défi climatique : si ce dernier est un enjeu global et planétaire, les échecs répétés de la gouvernance internationale conduisent les requérants à se recentrer sur le niveau local, forçant ainsi les États et les entreprises à balayer devant leur porte et à faire leur part pour lutter contre le réchauffement climatique.

Cette étude pose la question de savoir dans quelle mesure l'outil judiciaire s'avère pertinent en tant que levier d'action face à la crise climatique globale et quelle est son efficacité par rapport aux autres modes d'action existants. Ainsi, pour tenter d'apporter une réponse à cette question de recherche, cette étude procède en trois temps. Tout d'abord, **la première partie** développe un état des lieux du phénomène de la judiciarisation du combat climatique en posant les bases et en dressant une typologie non exhaustive des différents types de cas rencontrés. Une distinction est faite entre les procès intentés contre les États et ceux dirigés contre les acteurs privés, principalement les entreprises actives dans l'industrie des énergies fossiles. Ensuite, **la seconde partie** de cette étude se divise en deux sections. La première analyse les obstacles et les opportunités de la démarche judiciaire, au Nord et au Sud. La seconde section se veut apporter une réponse à la question centrale qui est de savoir si oui ou non le contentieux climatique est un levier d'action efficace et donc à encourager. Sur base des éléments découlant de l'analyse des forces et des faiblesses, une série de pistes transversales de réflexions sont dégagées et nourrissent l'évaluation.

Le contentieux climatique n'est pas un outil neuf mais son développement récent interpelle et pose la question de l'évolution de la lutte contre la crise climatique et les futurs visages qu'elle pourrait arborer. Il nous est donc apparu important de dessiner les contours de ce phénomène grandissant pour en évaluer les forces et faiblesses mais surtout pour comprendre dans quelle mesure ce levier d'action est complémentaire avec ceux déjà existants et utilisés depuis de longues années.

<sup>1</sup> Latour, B. (2007). Localiser le global. Dans : B. Latour, *Changer de société, refaire de la sociologie* (pp. 253-278). Paris, La Découverte.



partie 1

# UN MOUVEMENT EN PLEINE EXPANSION

## A/ L'émergence du contentieux climatique

### L'URGENCE CLIMATIQUE ET LE MANQUE D'ACTION DES ÉTATS

Record de températures, concentration inégalée de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère, fonte des glaciers... **les données sur l'urgence climatique sont de plus en plus alarmantes.** L'Organisation météorologique mondiale avertissait en 2020 que la température moyenne à la surface du globe avait dépassé de 1,2°C les niveaux préindustriels<sup>2</sup>. Le premier chapitre du 6ème rapport d'évaluation du GIEC, paru en août 2021, alertait quant à lui que la limite cruciale des 1,5°C pourrait être atteinte plus tôt que prévu et que la fenêtre d'opportunité se refermait dangereusement<sup>3</sup>. La crise climatique est désormais perceptible partout sur la planète : les changements climatiques affectent les conditions de vie de millions de personnes, à commencer par les plus vulnérables, et menacent la survie de nombreux écosystèmes. De plus, ils ont pour conséquence de renforcer de manière substantielle les inégalités, qu'elles soient internationales, sociales ou de genre.

Pourtant, malgré l'urgence criante de la situation, les **engagements politiques restent globalement insuffisants et trop peu concrets.** Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'ensemble des politiques actuelles nous mène vers un réchauffement global de 3,2°C d'ici la fin du siècle<sup>4</sup>. Un peu plus optimiste, l'analyse issue de l'outil Climate Action Tracker<sup>5</sup> datant de mai 2021 estime que, suite aux nouveaux engagements pris en amont de la COP26, l'objectif de 2°C pourrait devenir atteignable<sup>6</sup>. Cela va cependant nécessiter une **transformation profonde de nos économies et une bonne dose de volonté politique.** Or, bien que certaines dispositions soient mises en place, cette dernière semble encore bien trop souvent faire défaut.

À l'échelle de la **Belgique**, des mesures ont été adoptées, telles que le Plan national Energie Climat (PNEC) ou encore le « décret climat » ou l'« ordonnance climat » des Régions wallonne et bruxelloise. Cependant, ces dernières ne sont pas suffisantes pour permettre à la Belgique d'atteindre les objectifs climatiques qu'elle s'est fixé. Quant au plan national, il manque substantiellement de vision commune et intégrée ainsi que d'une planification à long terme<sup>7</sup>.



## LE LEVIER D'ACTION JUDICIAIRE CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE

**Le décalage entre l'urgence de la situation et la faiblesse des décisions politiques et économiques pour lutter contre le réchauffement planétaire est de plus en plus criant.** L'inertie des responsables politiques et le manque de responsabilisation des entreprises font que de plus en plus d'acteurs décident de se tourner vers les cours et tribunaux. C'est probablement la raison pour laquelle le contentieux climatique a connu une croissance majeure au cours de la dernière décennie.

On entend ici par contentieux climatique le regroupement des «*affaires portées devant des organes administratifs, judiciaires et autres entités d'instruction pour soulever des questions de droit ou de fait concernant la science du changement climatique ainsi que les efforts visant son atténuation et l'adaptation à ses effets*»<sup>8</sup>. Ceci exclut donc les affaires pour lesquelles la discussion sur le changement climatique est accessoire à la décision ou dépourvue de pertinence pour l'adoption d'une future législation climatique.

L'émergence du contentieux climatique remonte au début des années 2000, avec des premiers procès en réaction au refus des États-Unis et de l'Australie de ratifier le Protocole de Kyoto<sup>9</sup>. Depuis, le phénomène a gagné en ampleur au fil des années, en corrélation avec les grandes étapes politiques de la lutte contre le réchauffement, en particulier l'adoption de l'Accord de Paris en 2015. L'Université de Columbia, aux États-Unis, recense aujourd'hui plus de 1 800<sup>10</sup> cas de procès. Ces derniers sont majoritairement intentés contre des États (et de plus en plus contre des entreprises aussi). Les procès se retrouvent principalement dans les pays du Nord, États-Unis largement en tête, où l'accès à la justice est plus aisé. Toutefois, la tendance se renforce aussi au Sud, principalement Asie. Certains juristes, comme Judith Rochfeld, parlent de la naissance d'une «**communauté internationale et diffuse**», qui a des intérêts communs à défendre. Grâce à la voie judiciaire, les requérants tentent, par des dynamiques nationales et régionales, de reprendre un certain contrôle sur la gouvernance mondiale du climat<sup>11</sup>. On assiste donc au développement d'un réel contentieux stratégique dont l'objectif est d'obtenir des évolutions juridiques et politiques, dépassant largement les enjeux du litige<sup>12</sup>.

<sup>2</sup> Organisation météorologique mondiale (2020), *Changement climatique en 2020: des indicateurs et des effets de plus en plus alarmants*. <sup>3</sup> GIEC (2021), *Climate Change 2021, The Physical Science Basis, Summary for Policy Makers*, p.6. <sup>4</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2020), «*Rapport 2020 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions*». <sup>5</sup> Le Climate Action Tracker est un outil scientifique indépendant mis en place depuis 2009 par les organisations Climate Analytics et New Climate Institute. <sup>6</sup> Climate Action Tracker (2021), *Global Update: Climate Summit Momentum*. <sup>7</sup> Voir à titre d'exemple notre analyse : R. Thissen (2019), *Plan National Énergie Climat : Zéro pointé pour la Belgique*, CNCD-11.11.11. Ou encore l'évaluation de la Commission européenne du PNEC belge en octobre 2020 : European Commission (2020), *Assessment of the final national energy and climate plan of Belgium*. <sup>8</sup> Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (2017), *L'état du contentieux climatique - Revue mondiale, 2017*, p.4. <sup>9</sup> Pour en savoir plus, voir notre analyse : R. Thissen (2021), *Le contentieux climatique, une affaire qui marche ?*, CNCD-11.11.11. <sup>10</sup> Notons que les affaires reprises dans les bases de données comprennent également les procès qui n'ont pas pour objectif ultime de lutter contre les changements climatiques mais qui ont bel et bien un lien avec le sujet (par exemple : une entreprise qui attaque un État pour non prolongation de son permis d'exploration de pétrole et de gaz ou une entreprise qui attaque un État sur base des dispositions du Traité de la Charte de l'Énergie). <sup>11</sup> J. Rochfeld, *Les citoyens obligent leur gouvernement à réintégrer les communs en politique* dans *Le Monde*, 27 juillet 2020. <sup>12</sup> Voir à ce sujet : J. Ringelheim et V. Van der Plancke (2020), *Contentieux stratégique et mobilisations judiciaires. L'action en justice comme forme de participation politique ?* in *A qui profite le droit ? Le droit, marchandise et bien commun* (sous la dir. de A. BAILLEUX et M. MESSIAEN), Limal, Anthemis, 2020, pp. 193-220.

## B/ Une typologie du contentieux climatique

Face à l'ampleur du phénomène, il nous semble intéressant de tenter de dégager une typologie des « affaires climat ». Deux grandes catégories se distinguent : d'une part, ce sont les **États et les autorités publiques** qui sont accusés de ne pas lutter suffisamment contre le réchauffement ou contre ses effets, notamment de ne pas mettre en œuvre les plans d'action existants. D'autre part, bien que la grande majorité des cas appartienne à la première catégorie, des procès

sont également intentés contre des **grandes entreprises**, principalement du secteur des énergies fossiles, qui sont également attaquées soit pour leur responsabilité dans les changements climatiques soit pour les conséquences de leurs activités néfastes sur l'environnement. Du côté des plaignants, on retrouve aussi bien des particuliers et des entreprises que des associations ou encore des villes<sup>13</sup>.

### TENDANCES CLÉS

Augmentation du nombre de cas reposant sur les droits humains inscrits dans les législations internationales ou dans les constitutions des pays pour renforcer l'action climatique.

Revendication de la responsabilité des entreprises pour les dommages climatiques.

Remédier aux échecs des politiques d'adaptation et réagir aux impacts de l'adaptation.



Plaidoyer pour une plus grande divulgation des informations sur le climat et contre le *greenwashing* des entreprises en matière de changement climatique et de transition énergétique.

Demande de laisser tous les combustibles fossiles dans le sol.

Contestation de l'application (ou la non-application) des lois et des politiques climatiques au niveau national.





## LES ÉTATS ATTAQUÉS POUR INACTION CLIMATIQUE

### Devant les cours nationales

Les raisons pour lesquelles les États sont attaqués en justice ne sont pas toujours les mêmes. Le plus souvent, ce sont leurs politiques en matière d'**atténuation** qui sont remises en cause, mais il arrive également qu'ils soient attaqués pour leurs carences en matière d'**adaptation** ou encore pour des **décisions ou mesures gouvernementales**, telles que l'extension d'un aéroport ou la construction d'une nouvelle mine à ciel ouvert.

En matière d'**atténuation**, le cas le plus emblématique reste l'*Affaire Urgenda c. Pays-Bas*, qui a marqué les esprits à bien des égards<sup>14</sup> (voir annexe). Notons que l'affaire *Urgenda* a été initiée en 2012, donc avant l'adoption de l'Accord de Paris. Cette période se caractérisait par un marasme général au niveau de la gouvernance climatique internationale et a donc poussé les requérants à mobiliser des principes de droit commun pour leur argumentation. Plusieurs affaires européennes lui ont fait écho par la suite, telles que l'*Affaire du Siècle* en **France** ou *Klimaatzaak* en **Belgique**. Plus récemment, la **Cour constitutionnelle allemande** a partiellement donné raison aux jeunes requérants en considérant que la loi climat allemande violait leurs droits fondamentaux, notamment sur base de la justice intergénérationnelle (voir annexe)<sup>15</sup>. Une des particularités de cette affaire est le fait que la contestation porte sur la légalité d'une loi (ici la loi climat allemande), ce qui diffère de l'affaire *Urgenda*, par exemple. Un autre développement clé dans l'affaire allemande est l'élargissement du **concept de budget carbone**, habituellement réparti entre pays, à un « budget carbone

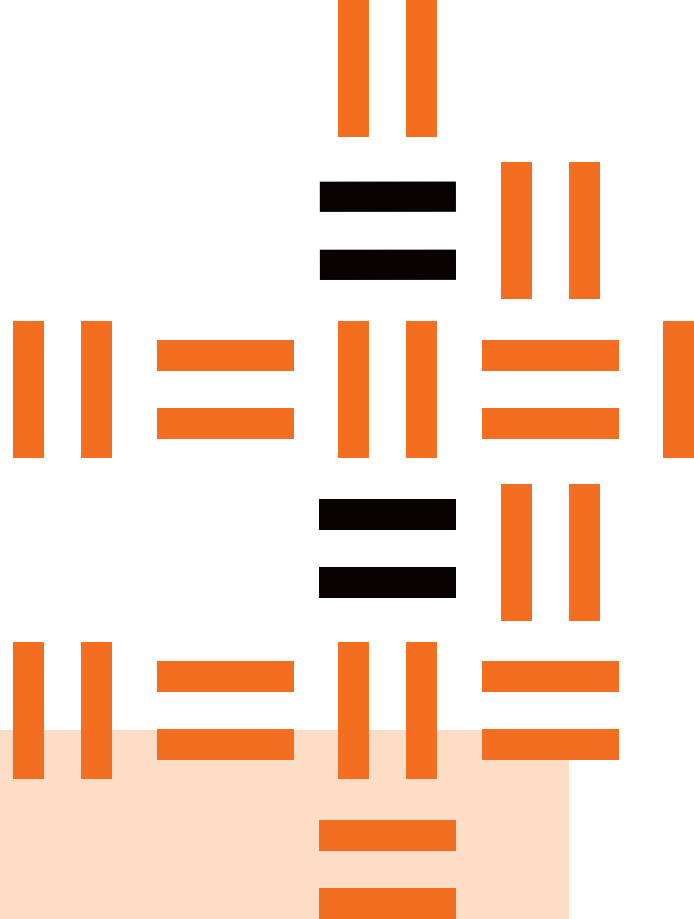
générationnel » qui est aussi réparti entre les générations au sein d'un même pays sur base du **principe d'équité entre les générations**.

Au-delà des politiques d'atténuation, la question des engagements en matière d'**adaptation aux changements climatiques** s'invite également à la barre. Exemple notoire en la matière, l'affaire portée par Ashgar Leghari, un agriculteur pakistanais, qui a attaqué en justice les gouvernements national et régional de son pays au motif que ceux-ci n'appliquaient pas correctement les politiques climatiques en vigueur<sup>16</sup>. Le jugement de la Haute Cour de Lahore a établi dans ses conclusions que, d'une part, le Pakistan n'était pas un pays contributeur au réchauffement et que, d'autre part, il en était victime, notamment au regard des menaces de stress hydrique et d'insécurité alimentaire. Cependant, elle a également établi que le **Pakistan** avait une obligation d'agir et que des mesures correctives d'adaptation devaient être immédiatement adoptées pour faire face aux perturbations liées aux changements climatiques (voir annexe).

Par ailleurs, les tribunaux peuvent également s'appuyer sur des engagements internationaux comme l'Accord de Paris et les objectifs qui en découlent en matière d'atténuation (que ce soit dans le cadre des recommandations scientifiques ou des objectifs déjà entérinés dans une loi), pour **rejeter certains projets gouvernementaux**, par exemple le développement d'une infrastructure. Ainsi, en Autriche, les requérants

<sup>13</sup> J. Setzer and C. Higham (2021) *Global trends in climate change litigation: 2021 snapshot*. London: Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment and Centre for Climate Change Economics and Policy, London School of Economics and Political Science, p.12. / <sup>14</sup> Tribunal de première instance de La Haye, 24 juin 2015, *Fondation Urgenda c. Gouvernement des Pays-Bas*, *ibid.* ; Cour d'appel de la Haye, le 9 octobre 2018, *Gouvernement des Pays-Bas c. Fondation Urgenda*, Cas 200.178.245/01, ; Cour suprême des Pays-Bas, ch. civ., *Gouvernement des Pays-Bas c. Fondation Urgenda*, 20 décembre 2019, n° 19/00135. / <sup>15</sup> Federal Constitutional Court (2021) Constitutional complaints against the Federal Climate Change Act partially successful (press release).

<sup>16</sup> Lahore High Court, Green Bench, 14 September 2015, *Ashgar Leghari vs Federation of Pakistan*, W.P. n°. 25501/2015.



## KLIMAATZAAK OU L'AFFAIRE CLIMAT BELGE

En inspiration directe de l'affaire *Urgenda*, une action en responsabilité a été intentée en 2015 contre l'État belge, à savoir les trois Régions et le Fédéral. L'action a été lancée par l'ASBL *Klimaatzaak*, accompagnée de plus de 62 000 co-requérants<sup>17</sup>. Après une longue bataille portée sur la question de la langue de la procédure, les écrits portant sur le fond de la procédure ont pu être échangés et les plaidoiries ont eu lieu en mars 2021.

Les arguments des demandeurs concernaient deux volets principaux : d'une part, la question de la **violation des droits fondamentaux** et, d'autre part, la question de la **responsabilité civile de l'État belge**, au sens des articles 1382 et 1383 du Code civil belge. Les parties plaignantes demandaient au juge d'imposer à l'État de réduire ses émissions de 48 % (minimum 42%) pour 2025 et de 65% (minimum 55%) pour 2030, par rapport aux niveaux de 1990. Pour 2050, les requérants demandaient que les émissions belges nettes soient nulles. Ces demandes de réduction s'accompagnaient du souhait de mise en place d'un **mécanisme de suivi de mise en œuvre à long terme**, notamment via la publication de rapports de réduction des émissions. Ce dispositif permettrait d'évaluer si les parties défenderesses ont bien atteint leurs objectifs. En cas de non-respect de ces requêtes, les demandeurs plaidaient pour que les objectifs de réduction soient assignés sous astreintes.

Le jugement de première instance a été rendu le 17 juin 2021. Fait historique, il donne raison aux demandeurs, estimant que les politiques climatiques insuffisantes de la Belgique et leurs mauvais résultats constituent une faute qui engage la responsabilité civile de l'État et portent atteinte aux droits fondamentaux des plaignants. En revanche, rien n'a été accordé sur le plan des injonctions. Les juges ont estimé qu'une telle décision de leur part violerait le principe de séparation des pouvoirs. Les demandeurs peuvent donc maintenant envisager la possibilité d'un recours en appel.

/ <sup>17</sup> Pour plus d'informations, voir le site de l'affaire : <https://www.klimaatzaak.eu/fr>

ont convaincu le tribunal que le fait d'autoriser l'**expansion de l'aéroport de Vienne** irait à l'encontre des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) établis dans la loi autrichienne et annoncés par l'Autriche dans le cadre de l'Accord de Paris<sup>18</sup>. C'était la première fois qu'un tribunal déterminait qu'en raison des exigences d'atténuation du réchauffement, il lui fallait rejeter la décision d'une agence gouvernementale quant à une infrastructure. Bien que ce jugement ait été finalement annulé en 2020 par la Cour constitutionnelle<sup>19</sup>, il s'agit d'un exemple majeur, un tribunal se prononçant quant à l'atténuation du réchauffement et faisant valoir le droit à l'intégrité environnementale (voir annexe).

### Devant les cours et comités régionaux et internationaux

Si les cours domestiques sont certes les premières sollicitées dans le cadre des procès climat, les cours et comités supranationaux et internationaux connaissent eux aussi une augmentation de ce type de contentieux. Un exemple notoire est celui du « **People's Climate Case** », intenté devant la **Cour de justice de l'Union européenne (CJUE)** en 2018. L'action a été lancée par dix familles, originaires de France, d'Italie, de Roumanie, du Portugal mais aussi du Kenya, des Fidji et l'association suédoise de la jeunesse autochtone Saminuorra. Ils ont intenté une action contre les institutions de l'Union européenne pour motif que **l'objectif climatique européen était insuffisant<sup>20</sup> pour protéger et garantir les droits fondamentaux** à la vie, à la santé, au travail et à la propriété des demandeurs. Ils ont donc exigé que des mesures plus efficaces soient adoptées. La Cour a cependant

confirmé en appel de ne pas analyser la demande des plaignants sur le fond, décrétant que ces derniers n'avaient pas de réel intérêt à agir. Cet arrêt met en relief le caractère très restreint de l'accès direct à la CJUE pour les particuliers en matière environnementale<sup>21</sup>.

Bien que leurs décisions ne soient pas contraignantes, les **organes onusiens de surveillance des traités sur les droits humains** sont également sollicités pour statuer sur des « affaires » de justice climatique. Les requérants y font de plus en plus recours, notamment car ces décisions peuvent influencer (de par leur statut international) d'autres acteurs et d'autres juges et qu'elles peuvent être mobilisées dans d'autres contextes<sup>22</sup>. C'est le cas par exemple du **Comité des droits de l'enfant**, devant lequel quinze jeunes, dont l'activiste suédoise Greta Thunberg, ont déposé une Communication en septembre 2019<sup>23</sup>, en parallèle de la tenue d'un sommet à New York pour l'action climatique (voir annexe).

### Les droits humains de plus en plus mobilisés

**Les conséquences des changements climatiques exacerbent les inégalités et touchent en premier lieu les plus vulnérables.** Ainsi, l'argumentation selon laquelle le dérèglement climatique menace la réalisation des droits fondamentaux tels que le droit à la vie, à l'eau potable ou encore à la protection du domicile est de plus en plus utilisée. L'atteinte à ces droits humains fondamentaux justifie la demande de protection des individus exposés aux changements climatiques, leur intérêt à agir en justice et la qualité de victime dans les requêtes<sup>24</sup>. Cette tendance est similaire à celle perçue dans

/ <sup>18</sup> Tribunal administratif fédéral autrichien (2017), Affaire n° W109 2000179-1/291E. / <sup>19</sup> C. Cournil (2020), *Les grandes affaires climatiques, Confluence des droits* [en ligne]. Aix-en-Provence : Droits International, Comparé et Européen. / <sup>20</sup> Ce dernier a été rehaussé depuis : il est passé d'une réduction de 40% de GES en 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) à une réduction de minimum 55%, suite à une décision de mars 2021, entérinée dans la loi climat européenne.

/ <sup>21</sup> Voir notamment à ce sujet : D. Misonne (2021), *Droit du climat et de l'environnement*. In: *Journal de droit européen*, Vol. 280, no.280, p. 319-328. / <sup>22</sup> PNUE (2020), *Global Climate Litigation Report : 2020 STATUS REVIEW*, p. 31-32. (Consulté le 9 juin 2021). / <sup>23</sup> Communication déposée devant le Comité des droits de l'enfant le 23 septembre 2019, Chiara Sacchi et al. c. Argentine, Brésil, France Allemagne, Turquie. / <sup>24</sup> C. Cournil, C. Perruso (2018) *Réflexions sur l'"humanisation" des changements climatiques et la "climatisation" des droits de l'homme. Émergence et pertinence*, La Revue des droits de l'homme n° 14, 2018, point 27. (Consulté le 03 juin 2021).

## De plus en plus de jeunes revendiquent en justice leurs droits ainsi que ceux des générations futures, en parallèle aux mobilisations massives organisées aux quatre coins de la planète.

le contentieux environnemental, qui évolue dans un contexte où il n'existe – à ce stade – pas de reconnaissance formelle et directe du droit à un environnement sain.

Le recours aux arguments basés sur la violation des droits fondamentaux permet donc de condamner le **manque d'action politique**, tant en matière d'atténuation que d'adaptation aux changements climatiques ou de condamner **certaines pratiques néfastes**<sup>25</sup>. L'arrêt *Leghari* est souvent considéré comme précurseur en la matière : le juge y a invoqué le droit à la vie et le droit au respect de la dignité humaine (tous deux reconnus par la Constitution pakistanaise) afin de faire peser sur l'État l'obligation de protection de sa population face aux conséquences des changements climatiques (voir *supra*). Cette décision résonne avec la décision rendue par le Tribunal de première instance de Bruxelles, dans le cadre de l'affaire *Klimaatzaak*. La demande de protection des droits humains est devenue l'un des arguments les plus incisifs du contentieux climatique, présente dans une large majorité des recours intentés, comme par exemple l'arrêt *Urgenda* ou celui de la Cour Suprême colombienne (voir *infra*). Certains auteurs vont jusqu'à parler d'un « véritable tournant dans la stratégie contentieuse »<sup>26</sup>.

Par ailleurs, l'« humanisation » des litiges climatiques ne se limite pas aux cours et tribunaux nationaux, les organes onusiens des droits humains font également un travail majeur de clarification des obligations incombant aux États en vertu des droits humains, en lien avec les changements climatiques<sup>27</sup>. Cette évolution est notoire lorsqu'on sait qu'il y a dix ans, il était loin d'être acquis que les conséquences des changements climatiques pouvaient être qualifiées de violations des droits humains<sup>28</sup>.

L'autre évolution importante concerne le concept de **justice intergénérationnelle**. De plus en plus de jeunes revendiquent en justice leurs droits ainsi que ceux des générations futures, en parallèle aux mobilisations massives organisées aux quatre coins de la planète. Un des cas les plus emblématiques à cet égard est l'affaire portée par **six jeunes Portugais devant la Cour européenne des droits de l'homme**, à Strasbourg. Ces derniers accusent 33 pays, dont la Belgique, de violer leur droit à la vie en ne remplissant pas leurs engagements pour lutter contre l'urgence climatique. Le premier élément marquant de leur argumentation réside dans le fait que les requérants appellent à prendre en compte leur futur mais aussi celui des **générations qui ne sont pas encore nées**. Élément notoire dans l'affaire : la Cour a déclaré l'action recevable et donc dérogé à ses propres règles qui sont d'exiger que les requérants épuisent d'abord leurs recours internes<sup>29</sup>. Le Président de la Cour a même été jusqu'à souhaiter que la requête soit examinée en priorité. Autre élément marquant, la référence à l'article 3 de la Convention, selon lequel « *nul ne peut être soumis à la torture ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants* ».

Un autre cas important en la matière est celui qui a été porté par **25 jeunes devant la Cour suprême colombienne**, arguant que l'échec de leur gouvernement en matière de lutte contre la déforestation de la forêt amazonienne était une atteinte à leur droit et ceux des générations futures<sup>30</sup>. La Cour a donné cinq mois au gouvernement colombien, aux gouverneurs des différentes provinces et aux municipalités pour adopter et mettre en place un plan d'arrêt de la déforestation en Amazonie et de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Ce plan doit être élaboré avec la participation des plaignants, des communautés touchées et des citoyens colombiens. La Cour reconnaît ainsi le devoir de l'État de protéger la nature et le climat, et ce au nom des générations présentes et futures mais aussi au nom d'un pacte social existant entre l'État et la population colombienne.



## LES ENTREPRISES SONT AUSSI APPELÉES À LA BARRE

Outre les procès intentés contre les États, de plus en plus d'actions en justice sont dirigées contre les entreprises. Les demandeurs sont des individus, des organisations de la société civile, des gouvernements locaux ou encore des villes<sup>31</sup>. Le plus souvent, les entreprises sont attaquées au niveau national mais des initiatives sont aussi intentées devant d'autres instances non juridictionnelles, tels que les comités onusiens de surveillance des droits humains. Parmi les entreprises attaquées en justice, on retrouve principalement celles de l'industrie énergétique impliquées dans l'extraction, le traitement et l'utilisation des combustibles fossiles. Appelées les «**Carbon Majors**», ces entreprises portent une responsabilité énorme dans la crise climatique actuelle. En effet, selon le rapport Heede<sup>32</sup>, ces grands groupes d'extraction de pétrole constituent la première source d'émissions de gaz à effet de serre dans le monde. Ils sont répertoriés dans une base de données coordonnée par CDP, une organisation non lucrative qui travaille sur la transparence des données pour améliorer l'impact environnemental des entreprises<sup>33</sup>. Selon cette dernière, depuis 1988, les opérations des **100 producteurs** de combustibles fossiles de la base de données ont entraîné l'émission de 635 GtCO<sub>2</sub>, soit **71 % de tous les gaz à effet de serre industriels** émis dans le monde<sup>34</sup>.

Par ailleurs, le Rapporteur spécial des Nations Unies sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable a dénoncé dans un rapport le fait que les entreprises, à défaut d'éliminer progressivement l'utilisation continue de combustibles fossiles, continuaient de mettre à profit leur pouvoir économique et politique pour **s'opposer aux transformations profondes nécessaires pour lutter efficacement contre le réchauffement**<sup>35</sup>. Il indique en outre que l'influence exercée par les sociétés et les associations actives dans le secteur fossile sur les politiques climatiques, énergétiques et environnementales doit être restreinte, étant donné «qu'elles sont responsables de la majeure partie des émissions et que leurs efforts visant à saper et infirmer les preuves scientifiques des changements climatiques sont bien connus»<sup>36</sup>. Cela se produit par ailleurs avec la complicité des États – dont la Belgique<sup>37</sup> – qui **subventionnent encore massivement cette industrie et offrent une sécurité à ses investisseurs**.

Malgré ces données et les évidences de plus en plus criantes de la part de responsabilité qu'ont ces acteurs dans la crise climatique, une série de **questions sensibles d'un point de vue juridique** émergent lorsqu'il est question de les attaquer

<sup>31</sup> C. Cournil. (2018) *Les droits fondamentaux au service de l'émergence d'un contentieux climatique contre L'état, Des stratégies contentieuses des requérants à l'activisme des juges*. Mare et Martin. Quel(s) droit(s) pour les changements climatiques, pp.185–215. / <sup>32</sup> S. Lavorel (2021), *Le rôle des juges dans l'émergence d'une responsabilité climatique des États*. Revue juridique de l'environnement, 1(1), p. 52. (Consulté le 15 mai 2021). / <sup>27</sup> Voir par exemple la communication du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme : *Key Messages on Human Rights and Climate Change*. / <sup>28</sup> OHCHR (2009), *Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights on the Relationship between Climate Change and Human Rights*, A/HRC/10/61, para. 70. Voir également: Savaresi, Annalisa (2019), *Human Rights Responsibility for the Impacts of Climate Change: Revisiting the Assumptions*. Oñati Socio-Legal Series. / <sup>29</sup> CEDH (2020), Communiqué sur l'affaire Duarte Agostinho et autres c. Portugal et 32 autres états. / <sup>30</sup> Corte Suprema de Justicia (2018), STC4360-2018. Voir également la réaction de l'ONG DeJusticia à ce sujet: Dejusticia (2018), *Climate Change and Future Generations Lawsuit in Colombia: Key Excerpts from the Supreme Court's Decision*. / <sup>31</sup> Business & Human Rights Resource Centre (2018), *Turning up the heat: Corporate legal accountability for climate change*. / <sup>32</sup> R. Heede (2013), *Carbon Majors, Accounting for carbon and methane emissions 1854-2010*. Methods and results Report, 107p. / <sup>33</sup> La base de données est disponible à l'adresse : [www.cdp.net](http://www.cdp.net) / <sup>34</sup> The Carbon Major Database (2017), *CDP Carbon Majors Report 2017: 100 fossil fuel producers and nearly 1 trillion tonnes of greenhouse gas emissions*. / <sup>35</sup> Assemblée générale des Nations Unies, Rapport du Rapporteur spécial sur la question des obligations relatives aux droits de l'homme se rapportant aux moyens de bénéficier d'un environnement sûr, propre, sain et durable. Document A/74/161 (15 juillet 2019). / <sup>36</sup> *Ibidem*, p.29. / <sup>37</sup> Voir notamment le l'inventaire fédéral des subventions aux énergies fossiles (2021) du Service Public Fédéral des Finances.



La justice peut être un levier d'action puissant pour contraindre les entreprises à un devoir de vigilance, notamment en matière environnementale.

en justice : comment assurer que ces entreprises rendent des comptes au vu de leurs responsabilités diluées et devant qui doivent-elles en rendre ? Quel serait alors le régime de responsabilité applicable et quel serait celui de réparation envisagé ? De plus en plus d'actions en justice tentent de répondre à ces défis et d'établir une réelle obligation de vigilance de la part des entreprises, notamment sur les plans environnemental et climatique.

#### Pour leur contribution au réchauffement climatique

Une première catégorie identifiée dans le contentieux climatique dirigé contre les entreprises est celle des cas initiés pour cause de leur contribution au réchauffement. Un cas emblématique en la matière est le **procès**, intenté en Allemagne en 2017 contre le **géant de l'énergie RWE**. Dans cette affaire, la justice a accepté d'examiner la requête d'un **paysan péruvien**, Saul Luciano Lliuya, qui veut contraindre RWE à réparer les effets du réchauffement dans les Andes. La plainte faisait valoir que l'entreprise avait contribué au réchauffement en toute connaissance de cause, en émettant des volumes considérables de gaz à effet de serre (GES). Elle a été rejetée en novembre 2017, car aucun « *lien de causalité linéaire* » n'a pu être établi entre les émissions de RWE et les dangers et les coûts décrits par le demandeur comme résultant de la fonte des glaciers. L'affaire a cependant été acceptée en appel, le juge estimant que le fait que les émissions de RWE soient partiellement responsables du risque subi par le plaignant était suffisant pour interjeter appel<sup>38</sup>. Sans connaître encore l'issue définitive du procès, cette décision est la première à aller aussi loin : la question de savoir si les émissions d'une entité donnée peuvent être considérées comme la cause immédiate d'un préjudice à travers les effets du réchauffement n'avait jusque-là jamais été posée.

Parmi d'autres cas inédits, relevons celui aux **Philippines**, où des victimes de typhons et des ONG ont saisi la Commission sur les droits de l'Homme du pays **contre 47 multinationales** (dont ExxonMobil, Shell, Chevron, BP et Total)<sup>39</sup> (voir annexe), ou encore l'action en justice intentée en 2019 par 17 000 plaignants et l'ONG néerlandaise Milieudéfense (ainsi que cinq autres organisations) contre **Shell** aux **Pays-Bas**. Cette affaire marque un tournant dans ce type d'affaires en ce qu'elle s'appuie sur les objectifs de l'Accord de Paris. Selon les demandeurs, l'entreprise manquerait à son devoir de vigilance en n'adoptant pas de mesures climatiques suffisamment ambitieuses et en maintenant en toute connaissance de cause ses activités ayant des impacts dangereux pour le climat et l'environnement<sup>40</sup>. Le 26 mai 2021, la justice néerlandaise a donné raison à l'ONG Milieudéfense<sup>41</sup>. Le juge a en effet reconnu la responsabilité du géant pétrolier Shell pour ses activités à l'origine de la crise climatique et l'a condamné à **réduire immédiatement ses émissions de gaz à effet de serre** de 45% pour 2030 (par rapport aux niveaux de 2019). Cette décision pourrait constituer un puissant précédent pour le contentieux climatique contre les entreprises les plus émettrices<sup>42</sup>. C'est en effet la première fois qu'un juge reconnaît la responsabilité d'une multinationale du fait de sa contribution au dérèglement climatique et qu'il condamne cette dernière à aligner ses pratiques sur les objectifs de l'Accord de Paris.





### Pour leurs pratiques néfastes contre l'environnement

La question de la responsabilité environnementale des entreprises s'invite également devant les cours et tribunaux. Si ces procès n'ont pas directement trait au contentieux climatique *stricto sensu*, les questions environnementales et climatiques sont concomitantes et les questions de responsabilité environnementale des entreprises peuvent venir renforcer et appuyer le développement du contentieux climatique.

Une des affaires les plus célèbres en matière de responsabilité environnementale est celle de **l'action destructrice de Chevron Texaco en Équateur** : durant trente années, entre 1965 et 1992, l'industriel pétrolier américain a dévasté les territoires indigènes de l'Amazonie et empoisonné plus de 30 000 personnes, majoritairement indigènes, qui vivent désormais dans la zone au taux de cancer le plus élevé d'Amérique latine. En 1993, les victimes de ces pratiques néfastes décident d'initier une procédure judiciaire vis-à-vis de Texaco devant la justice des États-Unis. L'entreprise a répliqué en plaidant l'incompétence du juge américain et obtenu au bout de 9 ans de procédure que l'affaire soit renvoyée vers les tribunaux équatoriens... pour ensuite accuser la justice équatorienne d'être corrompue. En 2013, l'entreprise Chevron-Texaco a été reconnue coupable et condamnée à payer 9,5 milliards de dollars par le tribunal de Lago Agrio

pour les dommages causés entre 1967 et 1992<sup>43</sup>. Depuis, le jugement a été invalidé par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye, qui a estimé que le jugement violait les obligations de la République de l'Équateur en vertu des traités internationaux, des accords d'investissement et du droit international<sup>44</sup>. La saga judiciaire Chevron-Texaco est en ce sens un cas d'école sur la **difficulté d'engager la responsabilité civile des entreprises transnationales pour de graves atteintes à l'environnement et à la santé**.

En mai 2021, le **géant pétrolier Shell** s'est fait condamner par la **Cour d'appel de la Haye** pour sa **responsabilité dans la pollution pétrolière du delta du Niger**, au Nigéria<sup>45</sup>. La filiale nigériane de Royal Dutch Shell a été reconnue légalement responsable et devra indemniser les villages pour la contamination des terres, qui a notamment entraîné la maladie et la mort de membres des communautés avoisinantes. Il faut souligner que c'est la première fois qu'une société mère est tenue responsable des actes de sa filiale étrangère. La société mère de Royal Dutch Shell a été jugée en parallèle pour ne pas avoir suffisamment réagi suite aux déversements d'hydrocarbures. La justice peut être un levier d'action puissant pour contraindre les entreprises à un devoir de vigilance<sup>46</sup>, notamment en matière environnementale.

/ <sup>38</sup> CA Hamm, Saul Luciano Lliuya v. RWE, 30 novembre 2017, 2 O 285/1520. / <sup>39</sup> Greenpeace Asie du sud-est et al. c. Carbon Majors (2015-2020). / <sup>40</sup> Milieudéfense (Friends of the Earth Netherlands) (2021), *10 ways Shell is destroying our Earth*. / <sup>41</sup> Rechtbank Den Haag (2021), *Klimaatzaak tegen Shell* (ECLI:NL:RBDHA:2021:5337). Notons cependant que l'ONG Action Aid et les 17 000 co-demandeurs n'ont pas été jugés recevables par le juge néerlandais. / <sup>42</sup> Voir notre analyse à ce sujet : R. Thissen (2021) : *La justice au secours de la planète : Shell condamné par un juge néerlandais*, CNCD-11.11.11. / <sup>43</sup> S. Romero and C. Krauss, *Ecuador Judge Orders Chevron to Pay \$9 Billion*, The New York Times, Février 2011. / <sup>44</sup> Voir notre analyse à ce sujet : M. Cermak (2018), *Sentence arbitrale : les profits de Chevron l'emportent sur les droits de ses victimes*, CNCD-11.11.11. / <sup>45</sup> Communiqué du Tribunal de La Haye (De Rechtspraak), *Shell Nigeria liable for oil spills in Nigeria*, le 29 janvier 2021 (en anglais). / <sup>46</sup> On entend le devoir de vigilance comme l'obligation des entreprises donneuses d'ordre de prévenir les risques sociaux, environnementaux et de gouvernance liés à leurs opérations mais qui peut aussi s'étendre aux activités de leurs filiales et de leurs partenaires commerciaux (sous-traitants et fournisseurs).



Si le principe de « diligence raisonnable en matière de droits humains » est cité dans les Principes directeurs des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains (dans l'affaire *Shell c. Milieudefensie*, les requérants se réfèrent à ce principe), le devoir de vigilance n'est pas encore véritablement consacré au niveau international (un Traité des Nations Unies est en négociation<sup>47</sup>). Il est cependant déjà inscrit dans plusieurs législations nationales. À cet égard, la France fait figure de pionnière avec l'adoption de sa loi en mars 2017, qui oblige les grandes entreprises françaises à élaborer et mettre en œuvre un plan d'identification et de prévention des atteintes aux droits humains et à l'environnement liées à leurs activités<sup>48</sup>. L'action intentée par **treize collectivités locales françaises et quatre ONG contre Total S.A.**, société mère française de la multinationale pétrolière, est notoire. Les requérants exigent de l'entreprise qu'elle respecte ses obligations en matière de justice et d'action climatique et réduise considérablement ses émissions. Ils se basent notamment sur la loi française sur le devoir de vigilance.

### Les cadres légaux évoluent

Si les évolutions jurisprudentielles et législatives en matière de responsabilité environnementale et climatique des entreprises sont encourageantes, elles témoignent du fait que les cadres légaux actuels, que ce soit au niveau national, européen ou international, **ne sont pas adaptés pour tenir les entreprises responsables de leur contribution au réchauffement climatique ni de leurs impacts négatifs sur l'environnement**.

L'adoption et le renforcement des cadres légaux deviennent une préoccupation grandissante, à tous les niveaux de pouvoir. Le mouvement est en marche, en témoignent les adoptions dans plusieurs pays (comme en Norvège et en Allemagne en 2021<sup>49</sup>) de législations nationales sur le devoir de vigilance des entreprises<sup>50</sup>, la préparation au niveau européen d'une directive et la négociation d'un traité international au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Et en matière de crimes environnementaux, au-delà du débat international sur la reconnaissance en droit international du crime d'écocide (voir encadré), l'Union européenne va entamer la révision de sa **directive sur les crimes environnementaux**<sup>51</sup> (attendue pour fin 2021). Une évaluation de cette directive en 2019-2020 avait montré que cette dernière ne remplissait pas ses objectifs de prévention efficace des crimes environnementaux et de poursuite de leurs auteurs. Le Parlement européen a également rendu un avis d'initiative sur la question, mentionnant notamment le crime d'écocide et la question de son inclusion dans le droit européen<sup>52</sup>.

Le corpus légal existant va donc nécessairement évoluer, tant sur le devoir de vigilance des entreprises que sur les crimes environnementaux, à tous les niveaux de pouvoir. Il doit se développer de manière complémentaire afin d'assurer que les entreprises respectent les droits humains et qu'elles prennent leurs responsabilités en matière de lutte contre les changements climatiques et de protection de l'environnement<sup>53</sup>.

<sup>47</sup> Pour en savoir plus, voir CNCD-11.11.11, WSM, 11.11.11, Broederlijk Delen, FIAN Belgium, Entraide & Fraternité (2020), *Le traité des Nations unies sur les entreprises et les droits humains : quel rôle pour la Belgique ?*. <sup>48</sup> LOI n° 2017-399 du 27 mars 2017 relative au devoir de vigilance des sociétés mères et des entreprises donneuses d'ordre. <sup>49</sup> ECCJ (2021), Map: Corporate accountability legislative progress in Europe. (Consulté le 03 août 2021). <sup>50</sup> Une loi belge sur le devoir de vigilance est également en préparation au Parlement fédéral. <sup>51</sup> Directive (2008/99/EC) of the European Parliament and of the Council of 19 November 2008 on the protection of the environment through criminal law. <sup>52</sup> Résolution 2020/2027(INI) sur la responsabilité des entreprises pour les dommages causés à l'environnement. <sup>53</sup> Voir à ce sujet le dossier de campagne du CNCD-11.11.11 consacré aux entreprises et aux droits humains.

## VERS LA RECONNAISSANCE DU CRIME D'ÉCOCIDE ?

Une autre tendance montante menace également les grandes entreprises qui se rendent coupables de pollutions : la **reconnaissance du crime d'écocide**<sup>54</sup>. Si ce débat n'est pas neuf, il a connu un essor notable, voyant son soutien se multiplier aux quatre coins du monde. La question porte ici dans les faits sur les pratiques environnementales néfastes des grandes entreprises, qui aboutissent à une destruction massive de l'environnement et de la nature au sens large. Elle peut également concerner les responsables politiques et les individus. La notion de crime d'écocide a également tout son sens pour les pays du Sud, qui connaissent de nombreux cas d'abus de la part des entreprises opérant dans leurs régions.

La question centrale se situe dans l'adoption d'une définition commune. Une définition a été proposée en juin 2021 par un panel international d'experts indépendants, statuant que le crime d'écocide recouvrait les « *actes illégaux ou arbitraires commis en sachant la réelle probabilité que ces actes causent à l'environnement des dommages graves qui soient étendus ou durables* »<sup>55</sup>.

Il est important de ne pas tomber dans le piège du combat essentiellement symbolique, mais bien de viser l'adoption d'un nouvel outil qui soit réellement efficace et effectif. Pour ce faire, il est essentiel de faire le lien avec d'autres développements législatifs, de prendre en compte les préoccupations sociales qui sont liées aux désastres environnementaux et de veiller à une compensation et un accompagnement des victimes.

## LE CONTENTIEUX ENVIRONNEMENTAL, UNE NOUVELLE ARME POUR LE FTDES

Pour le Forum tunisien des droits économiques et sociaux, partenaire du CNCD-11.11.11, le levier judiciaire est devenu un nouvel outil stratégique pour faire valoir la justice environnementale en Tunisie. Ainsi, il a déposé en 2020 une plainte contre le Groupe Chimique tunisien pour la pollution industrielle dont l'entreprise était responsable. Une autre action en justice est également prévue contre la Compagnie des phosphates de Gafsa pour la surexploitation des ressources d'eau et son implication dans les perturbations et coupures d'eau récurrentes dans la ville de Redeyef. Un deuxième volet de cette stratégie vise à contraindre, via le levier judiciaire quand cela s'avère nécessaire, les entreprises multinationales opérant en Tunisie à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement, des ressources naturelles, envers les communautés et à réduire leurs impacts sur les changements climatiques<sup>56</sup>.

/ <sup>54</sup> Voir notre analyse à ce sujet : R. Thissen (2021), « *Ecocide* » : vers la pénalisation des crimes graves contre l'environnement ?, CNCD-11.11.11. / <sup>55</sup> Independent Expert Panel for the legal definition of Ecocide (2021), Commentary and core text. / <sup>56</sup> Forum Tunisien des Droits Économiques et Sociaux (2020), *Le contentieux environnemental : nouvel axe stratégique pour le département justice environnementale du FTDES*.



## partie 2

# UN LEVIER À ENCOURAGER ?

## A/ Les forces et les faiblesses du contentieux climatique

### UN LEVIER DE RENFORCEMENT DE L'AMBIITION DES PAYS DU NORD ?

Après avoir décortiqué l'expansion du phénomène dans la première partie, l'objectif de la seconde partie est de cerner les faiblesses et les opportunités de la judiciarisation du combat pour la justice climatique, au Nord comme au Sud. Cette analyse ne peut se prétendre exhaustive et s'inscrit dans une réflexion pour laquelle peu de littérature existe à ce stade. La première section (A) se concentre sur les spécificités du contentieux climatique, en analyse les **obstacles**, tels le caractère imprévisible de la procédure, le fait qu'il est très rare d'obtenir exactement ce qu'on demande et le coût important tant en termes de temps que d'argent, ainsi que les **opportunités**, telles que l'évolution de la jurisprudence vers une précision et un renforcement des obligations des États et des entreprises en matière climatique, ou encore le caractère objectif du contentieux climatique. La seconde section (B) vise ensuite à dégager des pistes de réflexion quant à la pertinence du contentieux stratégique dans l'objectif d'obtenir des évolutions juridiques et politiques ambitieuses en matière climatique.

#### Des obstacles

La première étape d'un procès est la recevabilité de la demande. L'argument d'**irrecevabilité** de celle-ci est souvent mobilisé par la défense, qui met en avant soit le fait que les demandeurs n'ont pas d'intérêt à agir, soit le défaut d'imputabilité du dommage à l'État ou à l'entreprise attaquée, ou encore l'incompétence de la juridiction choisie, comme cela a été le cas pour l'affaire *Klimaatzaak* (voir *supra*). Ces arguments sont souvent retenus par les juges et de nombreux procès ne passent pas la case de la recevabilité<sup>57</sup>.

Le premier obstacle résulte dans la difficulté pour le requérant de se justifier d'un **intérêt à agir**. Selon le type d'instance saisie, cela peut signifier par exemple qu'il doit démontrer l'existence d'un dommage réel, certain et le touchant personnellement et directement. Cette charge de la preuve est très lourde car, d'une part, il est compliqué de prouver que l'on est affecté directement et personnellement d'un préjudice subi par l'humanité toute entière et, d'autre part, il n'est pas toujours évident de prouver que les dommages dont on est victime à l'heure actuelle vont aller en s'aggravant. D'autres questions se posent bien entendu lorsque le procès est intenté par des victimes directes des changements climatiques, comme par exemple des personnes ayant été frappées de plein fouet par des inondations.

Les juges font preuve d'une flexibilité croissante à l'égard de ces difficultés, notamment grâce à l'attention grandissante dont bénéficie la **preuve scientifique** dans l'arène judiciaire. Les rapports du GIEC jouent un rôle crucial à cet égard. On précise également différentes notions, telle que celle du « danger avéré » lié au réchauffement. L'argument du risque de futures violations des droits humains et, plus particulièrement, des conséquences pour les **générations futures** permet aussi progressivement de contourner les défis de la recevabilité.

Le deuxième obstacle est la difficulté d'établir un **lien causal** entre le dommage subi par le requérant et le comportement néfaste du défendeur. Il est en effet difficile d'établir le lien entre les émissions de gaz à effet de serre d'un État ou d'une entreprise et les effets subis par un individu à un instant donné dans une région donnée. Si l'origine anthropique des changements climatiques est désormais considérée comme « sans équivoque »<sup>57</sup>, la question de la quantification de la responsabilité reste plus difficile à prouver<sup>58</sup>. Notons cependant que la **science de l'attribution**, à savoir les données qui permettent d'établir une relation causale entre les émissions attribuées à un acteur (un État ou une entreprise) et l'occurrence d'un événement clima-

tique extrême, est en pleine évolution<sup>60</sup>. Le premier chapitre du 6<sup>e</sup> rapport d'évaluation du GIEC apporte des précisions précieuses à cet égard<sup>61</sup>. Ces éléments nouveaux servent d'arguments redoutables pour les requérants dans les affaires climat et permettent de contourner ces écueils.

Certains juges nationaux ont réussi à contourner cet obstacle en adoptant une interprétation extensive du lien de causalité. Ainsi, dans l'Affaire *Urgenda*, le juge parle de « lien de causalité suffisant » entre les émissions des Pays-Bas, le réchauffement climatique et ses effets présents et à venir<sup>62</sup>. Il a également estimé que la réduction des émissions relève « d'une responsabilité conjointe et individuelle des signataires de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). » La mobilisation du principe **d'équité** et du **principe de responsabilités communes mais différenciées**<sup>63</sup> sont donc clés pour éviter de devoir rechercher la part exacte de responsabilité des États attaqués. Ainsi, dans l'arrêt *Urgenda*, le juge considère que « dans la perspective d'une répartition équitable des émissions de GES, les Pays-Bas, comme les autres pays de l'Annexe I<sup>64</sup> [...] se sont engagés à contribuer plus que proportionnellement à la réduction globale<sup>65</sup> ».

<sup>57</sup> S. Lavorel (2021). *Ibid.* / <sup>58</sup> GIEC (2021), *Ibid.* / <sup>59</sup> Stuart-Smith, R.F., Otto, F.E.L., Saad, A.I. et al. (2021) *Filling the evidentiary gap in climate litigation*. Nat. Clim. Chang. 11, 651–655. / <sup>60</sup> À titre d'exemple, des études récentes ont montré que des événements extrêmes tels que la vague de chaleur qui a frappé la Sibérie en 2020 n'auraient jamais eu lieu si l'homme n'avait pas rejeté de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. (Voir notamment : Gillett, N.P., Kirchmeier-Young, M., Ribes, A. et al. *Constraining human contributions to observed warming since the pre-industrial period*. Nat. Clim. Chang. 11, 207–212 (2021). Ou sur les inondations qui ont eu lieu en Belgique en été 2021 : World Weather Attribution (2021), *Heavy rainfall which led to severe flooding in Western Europe made more likely by climate change* et P. Bollekens, *Inondations en Belgique : une étude établit le lien entre réchauffement climatique et pluies torrentielles en Europe de l'Ouest*, sur RTBF Info, le 24 août 2021). / <sup>61</sup> Voir notamment notre analyse sur le sujet : R. Thissen (2021), *Le rapport du GIEC ou comment rendre la politique du 'business as usual' inaudible*, CNCD-11.11.11. / <sup>62</sup> Tribunal de La Haye, Fondation Urgenda c. Gouvernement des Pays-Bas, § 4.90 *Ibid.* / <sup>63</sup> Inscrit dans le Principe 7 de la Déclaration de Rio, ce principe veut qu'« étant donné la diversité des rôles joués dans la dégradation de l'environnement mondial, les États ont des responsabilités communes mais différenciées. Les pays développés admettent la responsabilité qui leur incombe dans l'effort international en matière de développement durable, compte tenu des pressions que leurs sociétés exercent sur l'environnement mondial et des techniques et des ressources financières dont ils disposent. » / <sup>64</sup> Les pays de l'Annexe I sont les pays considérés comme « développés », cités dans l'Annexe I de la Convention-cadre sur le changement climatique. / <sup>65</sup> Tribunal de La Haye, Fondation Urgenda c. Gouvernement des Pays-Bas, § 4.29. *Ibid.*



Une autre question récurrente dans les procès climatiques est celle du rôle du juge dans ce type d'affaires et de la **séparation des pouvoirs**<sup>66</sup>. Ces problématiques se retrouvent par essence dans les cas où c'est l'ambition politique qui est remise en question. D'aucuns argumenteront que ces affaires allouent un trop grand pouvoir de décision à la justice, constituent un risque de violation du principe de séparation des pouvoirs<sup>67</sup> et risquent de mener à la création d'un «gouvernement des juges». Toutefois, certains juges ne l'ont pas entendu de cette manière. Dans l'affaire *Urgenda*, la Cour suprême a rappelé qu'il lui revenait, dans le cadre de sa fonction judiciaire, de se prononcer sur les demandes de protection des citoyennes et citoyens contre les actions des autorités gouvernementales et que les demandes des requérants entraient bien dans ce cadre<sup>68</sup>. Précisons néanmoins que le juge n'indique aucunement à l'État comment atteindre les objectifs qu'il préconise dans sa décision et laisse donc au pouvoir politique la liberté de décider des politiques et mesures à adopter.

Outre la lenteur caractéristique de la majorité des actions en justice, la plupart des affaires en cours sont encore **susceptibles d'appel** et donc de voir la décision précédente réformée ou annulée. L'exemple de l'affaire de *Juliana c. United States* (voir annexe) est à cet égard très parlant : la Cour d'appel fédérale du 9<sup>e</sup> circuit a finalement rejeté la requête de plaignants sur le fond<sup>69</sup>, se distanciant ainsi des innovations juridiques notoires de la décision jugeant de la recevabilité de l'affaire<sup>70</sup>. Peu de décisions disposent d'un caractère définitif à ce stade, à quelques exceptions près (le cas *Urgenda*, l'arrêt de la Cour Constitutionnelle allemande, l'arrêt du Conseil d'État français<sup>71</sup> ou celui de la Cour Suprême colombienne (voir *supra*)). Par ailleurs, au-delà de savoir si le jugement est encore susceptible d'être remis en cause ou

non, se pose aussi la question de l'**application concrète des décisions** par les gouvernements et les entreprises. En effet, en l'**absence de sanction**, les acteurs attaqués pourraient être tentés, pour motifs politiques (et/ou économiques), de maintenir les politiques en vigueur et de ne pas tenir effectivement compte de la décision du juge. Ce manque d'effectivité fait que certains jugements sont considérés comme relevant plutôt du «symbolique» et comme manquant d'une influence concrète sur les décisions politiques ou les actions des entreprises. Cette faiblesse peut néanmoins être plus ou moins limitée selon la stratégie et le plaidoyer utilisés par les requérants.

Enfin, un dernier défi de taille réside dans le fait **qu'il n'existe pas de juridiction supranationale compétente** et adaptée<sup>72</sup> pour sanctionner la violation des engagements pris dans le cadre des accords internationaux de lutte contre les changements climatiques ou de protection de l'environnement. Ainsi, bien que l'Accord de Paris soit légalement contraignant pour les États dans le sens où ils doivent adopter des contributions nationales alignées sur les objectifs collectifs de température, aucun mécanisme de suivi ou de sanction n'existe au niveau international en cas de non-respect de ces engagements. Nuançons toutefois en précisant que les mécanismes de révision de l'ambition et de transparence prévus par la Convention-cadre et l'Accord de Paris permettent de mettre en place une certaine veille des engagements des États.

Cette réalité permet – pour le moment – à certains acteurs de se dédouaner de leurs responsabilités, invoquant qu'ils ne peuvent pas à eux seuls être condamnés pour un problème d'ampleur internationale. La question de savoir **comment traiter d'une question internationale au niveau**



## L'activisme judiciaire ajoute une nouvelle arme à l'arsenal dont dispose la société civile, permettant de la renforcer face aux états et au secteur privé.

**Local** est centrale dans le débat sur la judiciarisation des questions climatique et environnementale, notamment sous le prisme de la question de la responsabilité diffuse des différents acteurs dans la crise climatique. Ce sont donc les juridictions domestiques qui semblent être les plus à même – mais pas les seules – de traiter des contentieux climatiques, comme expliqué plus haut. Par ailleurs, les débats concernant le renforcement de l'arsenal judiciaire international pour la protection de l'environnement et du climat existent depuis de nombreuses années. Une voie proposée est l'institution d'une Cour internationale de l'environnement. Notons à cet égard que la Cour internationale de Justice (CIJ) avait mis en place en 1993 une chambre destinée aux questions environnementales, mais aucun État n'y a jamais fait appel et elle n'a plus été renouvelée à partir de 2006<sup>73</sup>. Une autre piste est la reconnaissance d'un droit universel à un environnement sain et son intégration dans un instrument international juridiquement contraignant, tel qu'un Pacte mondial pour l'environnement<sup>74</sup>.

### Des opportunités

Si on examine les **opportunités**, l'outil judiciaire a cet avantage d'être un outil mondial, objectif et partageable. Il permet aux défenseurs de l'environnement et aux activistes

climatiques d'**objectiver** leurs demandes. En effet, passer par une procédure judiciaire implique de formaliser ce que l'on défend et ce qu'on l'exige, d'étayer les propos défendus au regard du droit positif et de les renforcer par des sources scientifiques comparées. En outre, l'action en justice peut également avoir une fonction d'**éducation civique**, de **conscientisation** et de **mobilisation** de l'opinion publique autour du réchauffement. Ainsi, parallèlement au débat purement juridique, l'objectif de l'action en justice est aussi souvent **d'augmenter la visibilité de l'urgence climatique et d'introduire un débat sur la question**. Enfin, du fait de la mondialisation du phénomène, les argumentations développées dans un pays sont diffusées rapidement et reprises dans des affaires similaires. Cette mondialisation du contentieux climatique est aussi renforcée par le fait que de plus en plus de jugements sont traduits dans différentes langues.

Un autre atout majeur de l'arme judiciaire est sa fonction de **rééquilibrage** des forces en présence. Les moyens dont disposent l'industrie et les gouvernements sont souvent disproportionnés par rapport à ceux dont disposent les ONG et les citoyens<sup>75</sup>. L'activisme judiciaire ajoute une nouvelle arme à l'arsenal dont dispose la société civile, permettant de la renforcer face aux États et au secteur privé.

<sup>76</sup> Théorisée par Montesquieu dans L'Esprit des lois, la séparation des pouvoirs vise à garantir un équilibre entre le pouvoir judiciaire, législatif et exécutif « Pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir, il faut que par la disposition des choses le pouvoir arrête le pouvoir » (...) « Il y a, dans chaque État, trois sortes de pouvoir : la puissance législative, la puissance exécutive et la puissance judiciaire. Pour assurer la liberté, il faut que chaque puissance soit séparée l'une de l'autre et puisse ainsi s'équilibrer et se contrebalancer. » <sup>67</sup> Cet argument a par exemple été utilisé par la Région wallonne lors de ses plaidoiries en réponse à l'ASBL *Klimaatzaak*. Voir notamment le compte rendu (non exhaustif) sur le site de l'ASBL. <sup>68</sup> Cour Suprême des Pays-Bas, *Gouvernement des Pays-Bas c. Fondation Urgenda*, § 8.1-8.3.5, *Ibid.* <sup>69</sup> US Court of Appeals for the Ninth Circuit, 17 January 2020, *Juliana et al. v. United States et al.*, No. 18-36082 D.C. No. 6:15-cv-01517. <sup>70</sup> US District Court of Oregon, 10 November 2016, *Juliana et al. v. United States et al.*, No. 6:15-CV-01517-TC. <sup>71</sup> Conseil d'État français, 1<sup>er</sup> juillet 2021, décision n° 427301. <sup>72</sup> La Cour internationale de justice est compétente mais sa saisine reste extrêmement théorique. <sup>73</sup> <https://www.icj-cij.org/fr/chambres-et-comites> <sup>74</sup> Pour en savoir plus : [globalpactenvironment.org](http://globalpactenvironment.org) <sup>75</sup> Lobbyfact.eu (2017), *Crowding the corridors of power: corporate lobbyists outnumber NGOs and unions in the European Parliament by 60%*.



## La justice peut être un levier au service de la politique.

Enfin, dernier atout, le recours en justice en matière climatique permet également d'**objectiver** les débats entre la défense d'intérêts privés et collectifs, parfois entre les intérêts à court terme et les intérêts à très long terme. C'est une dimension fondamentale car lorsqu'on parle de lutte contre le réchauffement, il s'agit par définition d'enjeux collectifs et d'une vision à (très) long terme. Le contentieux permet de recadrer les débats et de poser objectivement la question de la légalité d'une politique ou d'un projet, par opposition à son opportunité. La voie judiciaire fait donc entrer un troisième acteur - impartial - dans le débat de la transition bas carbone : le juge. Par ailleurs, le bagage consolidé des données et **connaissances scientifiques** sur l'évolution du climat, notamment via les différents rapports du GIEC, joue également un rôle crucial dans l'objectivation des demandes.

Les **conséquences juridiques** du phénomène sont intéressantes également. La jurisprudence évolue clairement dans le sens d'un renforcement de l'étendue et de la portée des obligations incombant aux États. Il se manifeste de différentes manières. D'une part, **les conditions d'invocabilité des traités internationaux en matière climatique** (tels que la CCNUCC, le Protocole de Kyoto ou l'Accord de Paris) sont assouplies. C'est le cas pour une série d'affaires, comme le cas *Urgenda* ou l'affaire *Commune Grande-Synthe* en France<sup>76</sup>, où les juges ont décidé que même si ces traités n'ont pas d'effet direct, ils acceptent néanmoins d'en tenir compte pour interpréter les règles en droit interne et évaluer leur portée au regard des engagements internationaux pris par l'État<sup>77</sup>. Le devoir de vigilance de Shell en matière climatique a également été analysé sous le prisme de l'Accord de Paris par le Tribunal de La Haye<sup>78</sup>.

D'autre part, il arrive que le juge reconnaisse une **obligation positive à la charge de l'État de protection de sa population**. Dans l'affaire *Urgenda*, le juge affirme qu'il existe un devoir de vigilance qui s'impose à l'État face aux risques liés aux changements climatiques mais aussi une obligation de prévention face à ces risques, qui suppose donc l'adoption de mesures d'atténuation suffisantes pour protéger la population. À l'inverse, l'insuffisance des mesures nationales en matière de réduction d'émissions correspondait à une carence fautive de la part de l'État. Ce renforcement des obligations de l'État s'accompagne d'une reconnaissance accrue de **droits spécifiques pour les victimes des changements climatiques**, tel que le droit à « un système climatique stable permettant de préserver la vie humaine »<sup>79</sup>. Le cadre légal des droits fondamentaux est de plus en plus mobilisé dans ce contexte (voir *supra*).

Les **conséquences politiques** sont de plus en plus visibles, démontrant que la justice peut être un levier au service de la politique. Les pressions sur la classe politique sont perceptibles à plusieurs endroits du monde et ont des conséquences diverses. L'exemple des Pays-Bas et du cas *Urgenda* est assez parlant en la matière. Une des conséquences de la saga judiciaire est d'avoir initié un profond dialogue sociétal sur la question de la transition vers une société néerlandaise bas carbone. Ainsi, les pouvoirs publics ont organisé une grande consultation des différentes parties prenantes de la société civile, qui a pris la forme de **tables rondes** (*klimaattafels*). Ce processus a abouti à un vaste « accord pour le climat » au niveau national<sup>80</sup>. En parallèle, et avant même que le jugement en première instance ne soit confirmé en appel, un consensus s'est dégagé au sein du gouvernement néerlandais pour adopter **une loi climat**



plus ambitieuse dont le but est de donner un cap à la politique climatique des Pays-Bas. Elle a été adoptée le 2 juillet 2019 et prévoit entre autres de réduire les émissions nationales de 49% pour 2030 et de 95% à l'horizon 2050, par rapport aux niveaux de 1990<sup>81</sup>. Cependant, elle fut considérée comme décevante par une série d'observateurs au vu de son manque d'ambition et de son caractère peu prescriptif<sup>82</sup>.

Ensuite, en avril 2020, à la suite de l'arrêt en cassation, les autorités ont annoncé un nouveau **plan climat** de 3 milliards d'euros, censé leur permettre d'atteindre les objectifs assignés par la Cour de cassation. Les mesures abordées sont nombreuses, allant du secteur de l'énergie à celui de l'agriculture en passant par l'industrie et des mesures touchant les particuliers. Il est intéressant de noter que le gouvernement a retenu 30 des 54 propositions formulées par l'ASBL Urgenda, développées en collaboration avec 800 associations<sup>83</sup>, ce qui constitue une victoire notable pour les requérants. Si une combinaison de facteurs, notamment électoraux, a certainement joué en faveur d'un renforcement clair de la politique climatique des Pays-Bas, la stratégie adoptée par Urgenda, tant au tribunal qu'en dehors, a permis de mobiliser l'opinion publique autour de l'urgence climatique et de rendre l'enjeu plus visible, ce qui a donc contribué à accélérer le processus politique.

Un processus similaire s'est produit en **Allemagne**, où l'arrêt de la Cour constitutionnelle, paru en avril 2021, a eu des retombées très rapides. Alors que le rehaussement de l'objectif 2030 n'était pas attendu avant 2022, les choses se sont accélérées et le gouvernement Merkel a adopté un **plan climat** visant à réduire les émissions de 65% en 2030 (par rapport aux niveaux de 1990) et atteindre la neutralité climatique d'ici 2045<sup>84</sup>. Cette annonce s'inscrit également dans un contexte d'élections fédérales, pour lesquelles le parti écologiste était parmi les favoris dans les sondages au moment du prononcé de l'arrêt.

## UN LEVIER D'ACTION POUR LES PAYS ET LES POPULATIONS PLUS VULNÉRABLES ?

### Des obstacles

Si l'on regarde les **faiblesses et les défis** de la judiciarisation des luttes climatiques au Sud, force est de constater qu'il y a un décalage énorme entre l'idéal et la réalité de l'accès à la justice. Ce décalage s'explique par plusieurs éléments, les conditions de vie socio-économiques des victimes, les us et coutumes, mais aussi les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire ou encore le climat d'insécurité.

<sup>76</sup> CE Sect., 19 novembre 2020, Commune de Grande-Synthe et autre, n° 427301, § 12. / <sup>77</sup> S. Lavorel (2021), *Ibid.* / <sup>78</sup> Milieudefensie c. Shell (2021), *Ibid.* / <sup>79</sup> Arrêt Juliana c/ United States: US District Court of Oregon, Juliana, *Ibid.*, p. 32-33. / <sup>80</sup> <https://www.klimaatkoord.nl/> (Consulté le 25 mai 2021). / <sup>81</sup> Loi du 2 juillet 2019, établissant un cadre pour le développement d'une politique visant à réduire de manière irréversible et progressive les émissions de gaz à effet de serre des Pays-Bas afin de limiter le réchauffement de la planète et le changement climatique (Klimaatwet). Entrée en vigueur le 1er janvier 2020. (Consulté le 25 mai 2021). / <sup>82</sup> Voir par exemple D. Misonne (2020) *Pays-Bas c. Urgenda* (2019) (in. C. Cournil, *Ibid.*), p.210. / <sup>83</sup> Pour plus d'informations, voir le site de l'affaire Urgenda : <https://www.urgenda.nl/en/themas/climate-case/dutch-implementation-plan/> (Consulté le 10 juin 2021). / <sup>84</sup> Projet de loi du gouvernement fédéral modifiant la loi fédéral sur le climat du 11 mai 2021 (en allemand).



Si la voie judiciaire peut avoir pour effet de mettre les plaignants sur un pied d'égalité face aux entreprises et aux gouvernements, elle n'est, dans les faits, **pas toujours une voie envisagée par celles et ceux qui en ont le plus besoin**. Cela résulte notamment du fait que d'une part, l'individu doit prendre conscience que le problème auquel il fait face relève du droit et que, d'autre part, il doit avoir la volonté de s'engager dans une procédure judiciaire, dont l'issue est souvent incertaine et qui peut s'avérer très coûteuse.

Or, pour les victimes des changements climatiques, des obstacles se présentent à chacune de ces étapes. Il n'est en effet pas nécessairement intuitif de considérer la dégradation de son environnement ou de ses conditions de vie comme un problème juridique. Cela nécessite d'établir le lien avec les effets du réchauffement, de le lier aux origines anthropiques du problème, d'identifier le rôle des autorités publiques dans la régulation des émissions de gaz à effet de serre ou la responsabilité des entreprises, et enfin de conceptualiser ces données comme une question de responsabilité juridique. Les populations les plus vulnérables aux changements climatiques sont souvent les plus pauvres, qui n'ont pas accès aux informations scientifiques, économiques et politiques nécessaires pour établir ces liens. La question des moyens financiers que requiert une procédure est également un obstacle-clé.

La question de **l'état de l'appareil judiciaire** constitue une entrave supplémentaire. Dans le cas des pays en développement, l'accès à la justice est parfois difficile, voire impossible. Plusieurs facteurs peuvent entrer en cause comme l'illettrisme, l'éloignement géographique des services juridiques, les dysfonctionnements de l'appareil judiciaire, notamment à cause d'institutions faibles et très fragmentées<sup>85</sup>, ou encore des conditions de travail précaires des juges et magistrats<sup>86</sup>. Par ailleurs, le modèle juridique mobilisé dans

les procès climatiques peut s'avérer très éloigné de la réalité des justiciables des pays du Sud. Ces derniers ont plus souvent recours au droit communautaire ou au droit oral. De plus, selon la culture juridique locale, les conventions internationales ne sont pas nécessairement bienvenues dans l'arène judiciaire et ne sont que très rarement retenues par les cours et tribunaux.

Enfin, un obstacle trop souvent rencontré concerne le **climat d'insécurité** et les menaces dont les ONG et défenseurs de l'environnement sont la cible. Victimes d'intimidations, de violence physique voir même de meurtres, le nombre de défenseurs de l'environnement assassinés est en augmentation dans le monde. Les Philippines, l'Inde et la Colombie sont ainsi répertoriés comme pays les plus dangereux en 2018 par l'ONG Global Witness<sup>87</sup>. La menace de représailles et les pressions exercées par les forces en présence rebutent de nombreuses victimes à se lancer dans une procédure judiciaire. Cela a été le cas notamment pour les témoins et activistes ougandais engagés dans la procédure contre Total en Ouganda (procédure s'appuyant sur la loi française sur le devoir de vigilance), qui ont été victimes de menaces, arrestations et intimidations<sup>88</sup>.

Le rôle joué par les ONG et par les militants, parfois au péril de leur vie, prend tout son sens en ce qu'elles permettent de surmonter certains de ces obstacles en informant les populations concernées, en mettant à leur disposition les compétences juridiques nécessaires et en soutenant ou en prenant en charge le financement de l'action en justice.



## Le contentieux climatique est une opportunité de témoigner de la réalité des populations les plus vulnérables.

### Des opportunités

Si on regarde par contre **les opportunités des démarches judiciaires dans les pays du Sud**, ici aussi se dégagent des leviers liés à la mondialisation du phénomène et au rééquilibrage des intérêts, avec la perspective de conséquences juridiques et politiques intéressantes. Mais la judiciarisation des luttes climatiques au Sud comporte aussi des spécificités, parmi lesquelles la mise en exergue de la réalité des pays les plus vulnérables au réchauffement ou encore la reconnaissance des vulnérabilités et du besoin de protection des personnes (statut accordé aux déplacés climatiques) et des écosystèmes.

Si, à l'origine, la majorité des actions climatiques se concentrent dans les pays développés, plusieurs éléments suggèrent qu'elles sont appelées à devenir de plus en plus fréquentes dans l'hémisphère Sud<sup>89</sup>. Des exemples concrets témoignent déjà de cette évolution, notamment en Afrique du Sud, au Pakistan, en Colombie ou encore aux Philippines<sup>90</sup>. En analysant ces cas de plus près, on perçoit qu'un certain nombre d'affaires accordent un focus « périphérique » au climat<sup>91</sup>. Cette tendance peut notamment s'expliquer par la faiblesse de cadres légaux en matière climatique ou encore par la priorité donnée à d'autres préoccupations telles que la lutte contre la pauvreté ou la sécurité énergétique, la lutte contre le dérèglement climatique étant à certains égards perçue comme allant en contradiction avec ces questions<sup>92</sup>. Les stratégies de ces contentieux visent à obtenir une reconnaissance de **la vulnérabilité des populations face aux**

**changements climatiques et du besoin de protection de leurs écosystèmes**. Cela diffère des procès intentés dans les pays du Nord, qui visent majoritairement l'adoption de nouveaux instruments plus ambitieux pour réduire leurs émissions et une prise de responsabilité claire de la part des États dans la lutte contre la crise climatique.

Le contentieux climatique est une opportunité de **témoigner de la réalité des populations les plus vulnérables**. L'évolution du contentieux climatique a pour point commun, au Nord comme au Sud, de mobiliser largement le **cadre légal des droits humains** (voir *supra*). Pour les pays du Sud, cette approche est particulièrement pertinente et se révèle être un des éléments-clés du contentieux climatique. D'une part, les droits humains sont fréquemment inscrits dans les constitutions, notamment grâce au combat des communautés marginalisées qui ont revendiqué avec succès la reconnaissance de droits collectifs.

D'autre part, les contextes socio-économiques des pays du Sud sont déterminants dans le développement de cette approche. Les politiques coloniales et postcoloniales et les activités des multinationales privées sur leur territoire ont mené à un épuisement des richesses, au dysfonctionnement des institutions, à la course au profit des élites et à des conflits ethniques, tous ces éléments ayant mené à de graves violations des droits humains et à la destruction de l'environnement. On pense notamment aux activités néfastes

/ <sup>85</sup> S. SINGH et S. RAJAMANI (2003), *Issues of Environmental Compliance in Developing Countries*, Water Science and Technology, 2003, vol. 47, n°12, pp. 301-304.

/ <sup>86</sup> Voir à titre d'exemple : E. Isango, *Les magistrats congolais en grève pour un salaire décent et de meilleures conditions de travail*, dans Voa Afrique, le 10 février 2020. / <sup>87</sup> Global Witness (2019) *At What Cost? Irresponsible Business and the Murder of Land and Environmental Defenders in 2017*, (mis à jour en janvier 2019). / <sup>88</sup> Centre de Ressources sur les entreprises et les droits de l'homme (2020), *Total en Ouganda : les lanceurs d'alerte sous pression*. / <sup>89</sup> PNUE (2020), *Ibid.*

/ <sup>90</sup> Voir une récente analyse sur ce sujet : J. Peel & J. Lin, (2019). *Transnational Climate Litigation: The Contribution of the Global South*. American Journal of International Law, 113(4), 679-726. / <sup>91</sup> J. Peel & J. Lin, (2019). *Ibid.* On parle d'affaires où le climat est « périphérique » (par rapport à « central ») dans des cas où il y a une référence explicite au changement climatique, mais où les plaignants s'appuient sur d'autres motifs pour demander un changement d'orientation lié au climat, comme la pollution de l'air ou la protection des forêts par exemple. / <sup>92</sup> J. SETZER et L. BENJAMIN (2020), *Climate Litigation in the Global South: Constraints and Innovations*, Transnational Environmental Law, 2020, vol. 9, n°1, p.38.



de Shell dans le Delta du Niger (voir *supra*) ou encore à la privatisation de l'eau au Chili, qui a des conséquences mortelles pour les communautés locales<sup>93</sup>. La combinaison de ces éléments fait que le lien entre les questions environnementales et de droits humains repose souvent sur des questions d'équité, de sécurité, de développement humain ou encore de gouvernance défaillante<sup>94</sup>.

De plus, l'approche basée sur le cadre des droits humains est également justifiée par le fait que les populations des pays du Sud sont particulièrement vulnérables aux conséquences du réchauffement, alors qu'elles en sont le moins responsables. Le rapport spécial du GIEC sur un réchauffement global de 1,5°C explicite que les populations défavorisées et vulnérables, dont les populations indigènes et les communautés locales qui dépendent de l'agriculture ou de leurs économies côtières pour survivre, sont exposées de manière disproportionnée aux risques liés aux changements climatiques<sup>95</sup>. Notons cependant que si les droits humains sont un levier essentiel pour les procès climatiques dans les pays du Sud, leur mobilisation dans certains contextes se confronte à différentes limites : l'absence de prise en considération de la responsabilité historique des pays du Nord dans la crise climatique actuelle ou encore le fait que les pays du Sud pourraient craindre de voir la communauté internationale interroger leur mauvaises pratiques en termes d'autres droits humains, notamment les droits civils et politiques.

Le contentieux climatique est aussi une opportunité de **renforcer les mesures d'adaptation**. À ce stade, la majorité des procès climatiques intentés dans les pays du Sud se focalise sur des questions d'atténuation (par exemple le procès contre la construction de nouvelles mines de charbon en Afrique du Sud<sup>96</sup>). Pourtant, il serait particulièrement utile pour les populations les plus vulnérables que les litiges en matière de climat dans les pays du Sud soient axés sur l'**adaptation** aux changements climatiques. En effet, les efforts d'adap-

tation déployés peuvent être bénéfiques dans la mesure où ils permettent d'un côté de préserver, voire d'améliorer des conditions de vie et, de l'autre, ils peuvent être compatibles avec les initiatives et projets de développement existants. Cette recherche de co-bénéfices entre les politiques de développement et les politiques climatiques d'adaptation peut constituer une innovation pour les décisions de justice rendues dans les pays Sud, qui pourraient à leur tour influencer les responsables politiques de ces pays.

Le contentieux climatique peut aussi être l'opportunité de **faire évoluer les droits humains**. Un développement intéressant concerne les aspects procéduraux, recouvrant les questions d'accès à la justice ou de participation, par exemple. Une autre évolution spécifique en la matière est la reconnaissance du statut de **déplacé climatique**. Cette question s'invite de plus en plus régulièrement devant les cours et tribunaux<sup>97</sup>. S'il n'a pas encore été conclu à un motif suffisant pour une reconnaissance d'un droit à émigrer, la jurisprudence en la matière est en train d'évoluer et le phénomène pourrait gagner en amplitude durant les prochaines décennies. En effet, les changements climatiques risquent d'entraîner des flux massifs de population : selon la Banque mondiale, 140 millions de personnes pourraient être amenées à se déplacer d'ici 2050 au sein de trois régions particulièrement vulnérables au réchauffement, à savoir l'Afrique sub-saharienne, l'Asie du Sud et l'Amérique latine<sup>98</sup>. Le nombre grandissant d'actions en justice de ce type témoigne aussi des carences des politiques nationales, régionales et internationales relatives à la question des déplacés climatiques et à la répartition de la charge de leur accueil.

Une affaire clé en la matière est celle qui a été portée devant le **Comité des droits de l'homme des Nations Unies** par **Ioane Teitiota**<sup>99</sup>. Le requérant est originaire des Îles Kiribati, un archipel du Pacifique composé d'atolls qui ne dépassent pas l'altitude de 3 mètres au-dessus du niveau de la mer et



qui sont donc à cet égard grandement menacés par la montée des eaux. Suite à la dégradation de son environnement et de ses conditions de vie à cause des changements climatiques, il a décidé de s'installer en Nouvelle-Zélande et d'y demander que lui soit reconnu le statut de « réfugié climatique »<sup>100</sup>. Cependant, son action a été rejetée par la Cour suprême néozélandaise et il a été renvoyé à Kiribati. M. Teitiota a alors déposé une pétition devant le Comité, basée sur le fait que son renvoi à Kiribati constitue une violation de son droit à la vie, garanti par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966. En janvier 2020, ce recours a abouti à une décision qualifiée d'historique du Comité des droits de l'homme : si ce dernier n'a pas considéré que M. Teitiota était menacé par un danger imminent, il a cependant estimé que, face à la menace que constitue le réchauffement planétaire sur le droit à la vie du requérant, les États de destination ont l'obligation de ne pas renvoyer dans leur pays les demandeurs d'asile qui se trouveraient alors exposés à un « risque réel de préjudice irréparable » pour leur vie.

Bien que non-contraignante, cette décision constitue une réelle avancée pour la question des déplacés climatiques : elle marque un **élargissement du principe de non-refoulement** en les protégeant contre un renvoi dans leur pays d'origine, dans le cas où les conditions de vie se seraient

tellement dégradées à cause des changements climatiques qu'elles constitueraient dès lors un traitement inhumain ou une menace pour leur vie. Ce raisonnement est notoire et pourrait évoluer vers une obligation pour les États de reconnaissance des déplacés climatiques.

Enfin, le contentieux climatique est aussi un **levier d'action complémentaire aux négociations internationales sur le climat**, indispensable pour faire écho aux revendications des pays en développement dans l'enceinte des Nations Unies. En effet, une de leurs demandes principales est la mise en œuvre effective du **mécanisme pour les pertes et préjudices**<sup>101</sup>. Il s'agit d'un mécanisme d'« assurance » pour les victimes des catastrophes naturelles ou des changements climatiques qui n'ont pas pu être évités. Si le principe de cette assistance aux victimes est inscrit dans l'Accord de Paris<sup>102</sup>, la décision accompagnant le texte précise que cette disposition ne peut servir de fondement pour une indemnisation ou responsabilité<sup>103</sup>. Actionner en parallèle la voie judiciaire sur les questions des pertes et préjudices pourrait donc s'avérer doublement bénéfique : d'une part, pour dédommager et soutenir les victimes des changements climatiques et, d'autre part, pour faire progresser, grâce à une jurisprudence évolutive et des arguments juridiques étayés, lesdites négociations sur la reconnaissance et le financement des pertes et préjudices.

/ <sup>93</sup> O. Pineiro Trigo (2021), *Au Chili, pas de long fleuve tranquille*. Article paru dans le magazine AMNESTY n°106, juillet 2021. / <sup>94</sup> J. SETZER et L. BENJAMIN (2020), *Ibid.*, pp.14-15. / <sup>95</sup> Voir notre analyse à ce sujet : R. Thissen (2018), *Rapport spécial du GIEC : Le rapport de la dernière chance*, CNCD-11.11.11.

/ <sup>96</sup> Par exemple, dans l'affaire *Earth Life Africa Johannesburg v. Minister of Environmental Affairs & Others*, la Haute Cour sud-africaine a déterminé que le changement climatique mondial était une considération pertinente dans l'examen environnemental des plans pour une nouvelle centrale au charbon. Voir : *Earthlife Africa Johannesburg v. Minister of Environmental Affairs & Others*, Case No. 65662/16, High Court, Order of 8 Mar. 2017. / <sup>97</sup> PNUE (2020), *Ibid.*, p.29. / <sup>98</sup> Banque Mondiale (2018), *Groundswell: Preparing for Internal Climate Migration*. / <sup>99</sup> Comité des droits de l'Homme, 24 octobre 2019, *Ioane Teitiota c. New Zealand*, Communication n° 2728/2016. / <sup>100</sup> Un des axes de la demande de Monsieur Teitiota était la reconnaissance du statut de réfugié, au sens de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés. Cette convention internationale ne reconnaît pas à ce stade les dégradations environnementales ou les conséquences des changements climatiques comme des motifs suffisant d'octroi de ce statut. / <sup>101</sup> V. Rigot (2013), *Pertes & profits sur le climat : quelle assistance aux victimes ?* (Point Sud n°9), CNCD-11.11.11. / <sup>102</sup> CCNUCC, Accord de Paris, Article 8 : « Les Parties reconnaissent la nécessité d'éviter les pertes et préjudices liés aux effets néfastes des changements climatiques, notamment les phénomènes météorologiques extrêmes et les phénomènes qui se manifestent lentement, de les réduire au minimum et d'y remédier ». / <sup>103</sup> Décision d'adoption de l'Accord de Paris (1/CP.21), paragraphe 51 : « Convient que l'article 8 de l'Accord ne peut donner lieu ni servir de fondement à aucune responsabilité ni indemnisation ».



## LE CONTENTIEUX CLIMATIQUE : UN OUTIL POUR PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES ?

Les femmes sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques, notamment parce qu'elles représentent la majorité des personnes pauvres dans le monde et qu'elles dépendent davantage des ressources naturelles menacées<sup>104</sup>. Elles sont également plus violemment frappées par les conséquences du réchauffement. À titre d'exemple, dans les pays où l'inégalité de genre est la plus forte, les taux de mortalité des femmes lors d'événements climatiques extrêmes sont extrêmement élevés<sup>105</sup>.

Une série d'affaires climat ont pour objectif de faire progresser la protection universelle des droits fondamentaux de chacune et chacun face au réchauffement planétaire (comme l'arrêt historique *Urgenda*, dans lequel la Cour suprême néerlandaise a souligné l'obligation de vigilance du gouvernement néerlandais envers tous ses citoyens en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (voir *supra*)). D'autres mettent en évidence les **menaces particulières que les changements climatiques font peser sur les groupes vulnérables**. Ainsi, à l'instar des arguments basés spécifiquement sur la justice intergénérationnelle et la qualité de jeunes générations des plaignants (voir *supra*), on pourrait tout à fait voir se développer un contentieux se basant sur les questions d'inégalités de genre et de **vulnérabilité particulière des femmes et des filles face aux changements climatiques**.

/ <sup>104</sup> Fonds des Nations Unies pour la population (2021), *Cinq façons dont les changements climatiques affectent les femmes et les filles*.

/ <sup>105</sup> CARE (2020), *Evicted by climate change*, Confronting the gendered impacts of climate-induced displacement.



## B/ Pistes transversales de réflexion

L'analyse des forces et des faiblesses de la démarche, au Nord comme au Sud, révèle quatre pistes transversales qui vont nous permettre d'évaluer en quoi la judiciarisation des luttes contre le réchauffement peut être utile face à l'ambition insuffisante des États et aux manquements des entreprises.

Tout d'abord, la question du **caractère mondial et partagé** est un élément saillant lorsqu'on analyse les tendances actuelles du contentieux climatique. On le perçoit clairement dans l'influence qu'ont les jurisprudences les unes sur les autres, tant au Sud qu'au Nord. On peut lire ces évolutions parallèles à la lumière du besoin de **responsabiliser** les acteurs qui contribuent ou qui ont contribué largement à la crise climatique, mais aussi comme une nécessité de dédommager et de soutenir celles et ceux qui en souffrent ou en souffriront le plus. La mobilisation des droits fondamentaux et des obligations positives qui en découlent est régulièrement associée à la question de la **responsabilité et du devoir de vigilance** (*duty of care*) des États ou des entreprises. Ces arguments sont souvent appuyés par le consensus scientifique le plus actuel sur la question climatique et renforcés par les obligations découlant des traités internationaux, à commencer par l'Accord de Paris.

Cette tendance est remarquable, notamment en l'**absence d'une juridiction internationale adaptée** pouvant connaître des affaires climatiques et face à l'inexistence d'un mécanisme de contrôle et de sanction prévu par la CCNUCC ou l'Accord de Paris. Les engagements nationaux des États parties, appelés contributions nationales déterminées<sup>106</sup>, jouent dans ce contexte un rôle particulier. En effet, ces contributions incarnent les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et tiennent compte de ses circonstances et capacités internes. Les juridictions nationales deviennent donc des interlocutrices de

première ligne pour traiter d'un enjeu aussi mondial et interconnecté que celui du réchauffement de l'atmosphère, via le prisme de l'ambition d'un pays donné. Cela soulève (à nouveau) de nombreux débats en vue de renforcer le droit international en matière climatique et environnementale pour le rendre plus contraignant et effectif, à l'instar du droit commercial par exemple.

Ensuite, on peut relever le **caractère stratégique** du contentieux climatique et les opportunités d'évolution de ce type d'action. D'une part, **au niveau juridique**, trois grandes tendances se dégagent. La première concerne le développement d'une nouvelle jurisprudence, principalement centrée à l'heure actuelle sur les questions d'atténuations mais qui pourrait également renforcer les deux autres piliers de l'Accord de Paris, à savoir les mesures d'adaptation et les dédommagements pour pertes et préjudices. La seconde concerne la reconnaissance accrue des liens existants entre droits humains et changements climatiques, comme en témoigne la résolution du 14 juillet 2021 du Conseil des droits de l'homme<sup>107</sup>. Cette reconnaissance peut être utile pour l'avancée sur d'importantes problématiques telles que la responsabilisation et le devoir de vigilance des entreprises ou les questions de migrations climatiques, pour lesquelles on pourrait assister à une évolution notoire du principe de non-refoulement ou à l'accélération du processus vers l'adoption d'un statut pour les déplacés climatiques. Enfin, une troisième dimension importante du contentieux climatique est la **mobilisation accrue du bagage scientifique**, notamment grâce aux rapports du GIEC et au développement de la science d'attribution (voir *supra*). Ce recours aux données scientifiques les plus actuelles et les plus précises sur la science du climat permet de surmonter différents obstacles procéduraux et renforce les arguments des requérants.

/ <sup>106</sup> Accord de Paris, article 4, paragraphe 2. / <sup>107</sup> Résolution A/HRC/47/L.19 (2021).

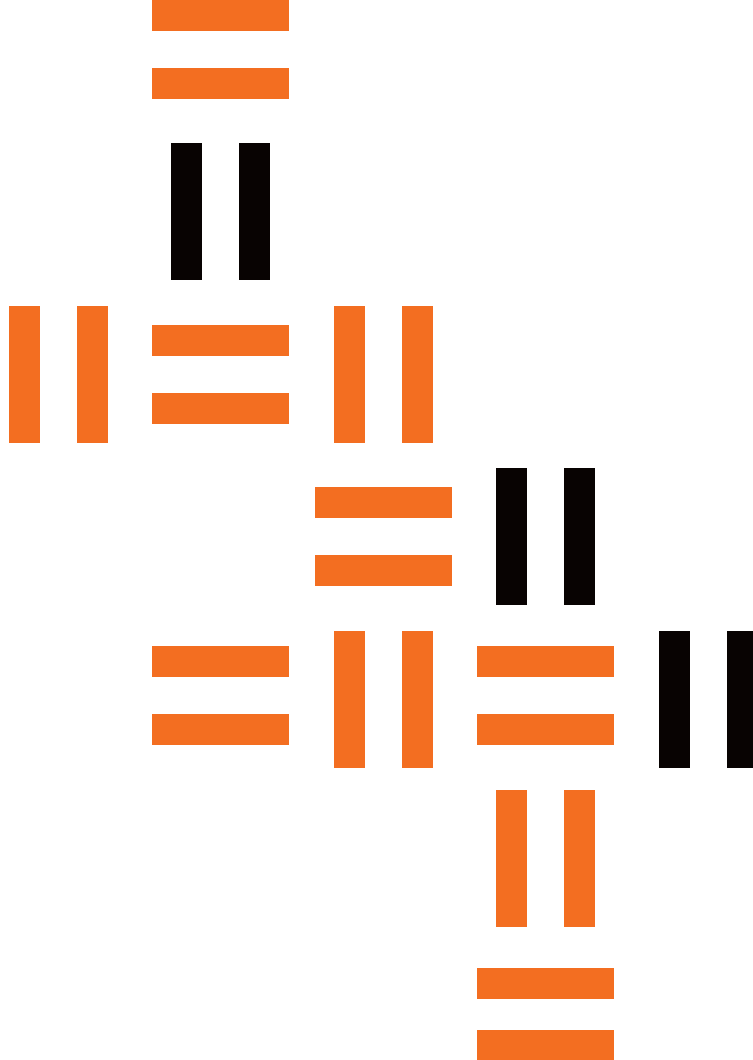


D'autre part, hormis la dimension purement juridique de l'action en justice, les effets de ce type de stratégie sont également visibles en dehors des cours et tribunaux. En effet, la victoire en justice est un des objectifs visés lors de l'initiation d'un contentieux climatique mais le **débat citoyen et politique** amené par une telle action est tout aussi important. Un nouveau rapport à la justice se développe, qui fait de l'action en justice un événement rassembleur et un levier puissant de communication. De plus, il semble que lorsqu'une série de conditions sont remplies, le monde politique se rend plus perméable au débat judiciaire en cours. Ainsi, on constate qu'avec une importante pression citoyenne, une temporalité politique opportune comme des élections et un momentum international fort (comme l'adoption de l'Accord de Paris) ou un choc (comme une catastrophe), il est possible d'obtenir des **décisions politiques concrètes**.

Troisièmement, un des points saillants du contentieux climatique est son **caractère incertain et complexe**. D'une part, il est très difficile de prévoir en amont s'il sera possible d'aboutir un à un jugement final suffisamment contraignant et effectif, et non purement symbolique. D'autre part, les défis liés à l'activisme judiciaire sont nombreux. On pense notamment aux freins en termes de **procédure** pour les demandeurs ou au besoin conséquent de **ressources** (tant sur le plan financier, de l'expertise et des compétences, en matière de preuve, etc.), ce qui limite donc les initiatives « amatrices » et spontanées d'activisme judiciaire. Enfin, et cela concerne principalement les pays en développement, le défi de l'**accès à la justice** et les **menaces pesant sur les défenseurs de l'environnement** restent des freins majeurs au développement du contentieux climatique. Tous ces éléments soulèvent la question de la pertinence de cet outil, particulièrement pour les plus vulnérables.

Enfin, et à la lumière des trois pistes précédentes, on peut également souligner le **caractère complémentaire** du levier judiciaire à d'autres modes d'action. En effet, son aspect mondial, stratégique mais aussi incertain et très lourd en fait un outil essentiel et complémentaire aux autres leviers. Si l'action en justice permet d'initier un débat dans l'espace public et d'éveiller les consciences, elle ne peut se substituer aux voies démocratiques, telles que les élections, l'interpellation citoyenne des élus ou encore le dialogue direct entre citoyens et décideurs. Les ingrédients nécessaires à ce que le levier judiciaire puisse avoir des conséquences bénéfiques sur les politiques climatiques et leur mise en œuvre sont doubles. D'une part, pour une mise en œuvre efficace, ambitieuse et acceptée du jugement, il est indispensable de renforcer les **mécanismes de participation** et d'associer les citoyennes et citoyens ainsi que les différents secteurs économiques et la société civile au débat transformatif qu'est celui de la transition juste vers une société bas carbone. À l'instar de ce que les Pays-Bas ont mis en place en parallèle de la saga judiciaire *Urgenda*, les pouvoirs publics doivent organiser et faciliter le dialogue et la consultation dans le cadre de l'adoption de nouvelles mesures politiques. D'autre part, il est essentiel que les pouvoirs publics fassent l'effort d'améliorer la **transparence** des décisions adoptées (via par exemple des plateformes en ligne claires et didactiques, régulièrement mise à jour) et qu'un **mécanisme de suivi régulier et objectif** soit établi afin d'évaluer les politiques et mesures climatiques adoptées, mais aussi de sensibiliser les responsables politiques par rapport à ces dernières. Ainsi, à l'instar des Pays-Bas, l'instauration d'une « journée du climat », moment politique et citoyen annuel lors duquel les gouvernements rendent des comptes aux parlements et à la population, serait opportun. Notons que cette proposition avait été avancée en Belgique dans la proposition émanant des académiques sur la loi spéciale climat en 2019<sup>108</sup>.

<sup>108</sup> Prof. D. Misonne et al. « Proposition de loi spéciale portant coordination de la politique de l'autorité fédérale, des communautés et des régions à l'égard du changement climatique et fixant ses objectifs globaux à long terme », janvier 2019.



# CONCLUSION

On l'aura compris, l'essor irrésistible du contentieux climatique témoigne, d'une part, de l'incapacité du régime international actuel à limiter efficacement le réchauffement et, d'autre part, du défi que pose l'importante marge de manœuvre laissée aux États et aux entreprises dans la mise en œuvre des politiques et mesures climatiques. Cette réalité implique donc la création de nouveaux leviers, qui permettent d'augmenter la pression interne et externe sur ces acteurs. La multiplication des affaires climat alimente par ailleurs progressivement le concept de justice climatique et en épaissit les contours, notamment par les liens étroits tissés avec les droits humains. Le recours à cette stratégie comporte des obstacles non négligeables mais démontre aussi des avantages clairs, par son rôle mobilisateur, juris-

prudentiel et son influence sur la scène politique. On perçoit là tout son potentiel de déclencheur et d'accélérateur de l'action climatique. Le contentieux climatique ne semble cependant pas être une fin en soi, mais bien une flèche supplémentaire au carquois des acteurs engagés pour la transition juste vers un monde bas carbone. Il est dès lors essentiel qu'il soit utilisé de manière complémentaire à d'autres modes d'action, mais aussi que ses retombées ne se cantonnent pas à la sphère judiciaire. Tant le pouvoir politique que les citoyens doivent s'emparer des décisions de justice et les intégrer au débat du siècle, la transition juste vers des sociétés bas carbone. Puissent l'innovation des juges, la ténacité des activistes et le bon sens des politiques rendre le monde plus juste et plus durable.

les études  
du CNCD-11.11.11  
**POINT  
SUD  
21#**

**CNCD-11.11.11**

quai du Commerce 9 à 1000 Bruxelles  
+32 2 250 12 30  
publications@cncd.be  
www.cncd.be/Publications

**CONTACT**

Rebecca Thissen  
+32 2 250 12 39  
rebecca.thissen@cncd.be

Les annexes comportant les résumés  
des affaires principales mentionnées  
dans cette étude sont disponibles  
sur le site du CNCD-11.11.11 :  
**www.cncd.be/affaires-climat**

**00 Les objectifs du millénaire : un bilan critique 10 ans après  
leur adoption** par Arnaud Zacharie

**01 Investir l'argent public dans les paradis fiscaux pour aider  
les pauvres ?** par Antonio Gambini

**02 Forêts congolaises. Quand l'exploitation industrielle entretient  
des conflits sociaux** par Véronique Rigot

**03 Financer la lutte contre le réchauffement global : les marchés  
financiers au secours du Sud ?** par Antonio Gambini

**04 La Justice Climatique... à l'épreuve des négociations**  
par Véronique Rigot & Nicolas Van Nuffel

**05 Le transfert de technologies climat : vers une « révolution bleue » ?**  
par Alban van der Straten, sous la direction de Nicolas Van Nuffel

**06 Rio+20 : « L'abîme ou la métamorphose ? »** par Véronique Rigot

**07 Face aux révolutions arabes, le business as usual européen**  
par Michel Cermak

**08 Les mécanismes de l'injustice fiscale mondiale**  
par Antonio Gambini

**09 Pertes et profits sur le climat** par Véronique Rigot

**10 « Ceux qui ont faim ont droit » (Victor Hugo)**  
par Nathalie Janne d'Othée

**11 Migrants de l'environnement. Le vent se lève, il faut tenter  
de vivre (Paul Valéry)** par Cécile Vanderstappen

**12 Nous consommons, mais à quel prix ?**  
par Arnaud Zacharie et Michel Cermak

**13 Traité transatlantique (TTIP) :  
cartographie d'un partenariat  
controversé** par Arnaud Zacharie, Nicolas  
Van Nuffel et Michel Cermak

**14 De l'Agenda du Millénaire à l'Agenda  
2030** par Benjamin Van Cutsem

**15 Après Paris : la fin des énergies fossiles ?**  
par Véronique Rigot

**16 Multinationales : plus de transparence  
pour une justice fiscale**  
par Antonio Gambini

**17 Dix ans après le krach de 2008.  
Le retour des risques systémiques**  
par Arnaud Zacharie

**18 Grand confinement et récession  
mondiale. Le temps des banques centrales**  
par Arnaud Zacharie

**19 Pour un partenariat euro-méditerranéen  
en faveur du développement durable**  
par Nathalie Janne d'Othée

**20 Une politique étrangère féministe ?  
Pourquoi et à quelles conditions**  
par Coralie Vos